

# LE DEVOIR

N° 235

LE LUNDI 18 OCTOBRE 1999

87c + TAXES = 1\$

LE MONDE

L'ENTREVUE

LES ACTUALITÉS

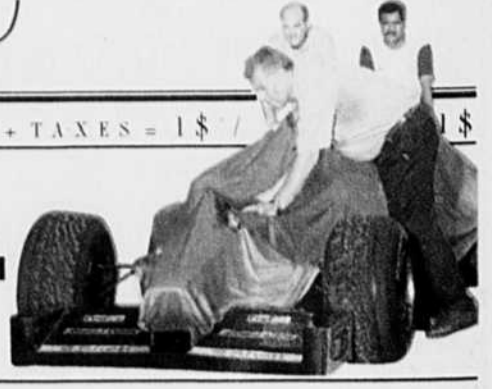
LES SPORTS

**L'ASSAUT  
CONTRE GROZNY  
EST EXCLU**  
PAGE B 5

**GÉRALD LAROSE:  
LES SOLUTIONS  
GAGNANTES**  
PAGE B 1

**TRUDEAU  
FÊTE  
SES 80 ANS**  
PAGE A 4

**ENQUÊTE SUR LES  
FERRARI DE SCHUMI  
ET IRVINE**  
PAGE B 4



PERSPECTIVES

## La gestion de crise

Le chef de l'opposition officielle Jean Charest estime que le gouvernement Bouchard ne fait que naviguer au gré des crises: santé, Emploi-Québec, camionnage... Les libéraux, assure-t-il, préparent des solutions à présenter à l'électorat. Mis à part les questions de l'opposition, la reprise des travaux parlementaires offrira au gouvernement deux défis majeurs: les négociations du secteur public et la réforme municipale.

Les travaux parlementaires qui s'amorcent demain risquent d'être déterminants pour l'avenir du gouvernement Bouchard. Les négociations du secteur public et la réforme municipale sont autant d'écueils sur lesquels pourrait s'échouer le navire péquiste et l'opposition officielle ne cherchera sûrement pas à l'en empêcher. Jean Charest croit que la navigation à courte vue est en train de causer la perte du gouvernement.

«Il faudrait qu'il arrête la gestion de crise», a déclaré le chef libéral au Devoir en avant-première de la reprise de la session à l'Assemblée nationale. Le gouvernement se laisse porter de crise en crise. Il en a pris l'habitude et c'est devenu une façon de gérer. Il ne s'occupe d'un dossier que lorsque la marmite saute.

C'est le cas d'Emploi-Québec ou du réseau de la santé, soutient-il. «Le gouvernement n'a pas de plan, pas de vision. Il n'écoute ni l'opposition, ni la population qui veut des jobs, surtout en région», dit-il en ajoutant que son parti est en train de développer des solutions pour les problèmes que vit le Québec. «Le PLQ se met à l'écoute des gens. Le parti se mobilise et entreprend de nombreux débats sur des questions que se posent les citoyens tous les jours, comme l'a montré le dernier Conseil général», note M. Charest.

La gestion de crise, ce n'est certes pas le gouvernement Bouchard qui l'a inventée. Robert Bourassa a vécu moult soubresauts lors de ses deux séjours à la tête du Québec et René Lévesque tout autant, sans compter ceux qu'il a présidés à l'intérieur de son propre parti. En fait, il y a probablement autant de «crises» de nos jours qu'il y a de groupes et de lobbies bien organisés pour les alimenter.

**Bouchard manquera-t-il de temps pour renverser la tendance?**

C'est à cette enseigne que l'on pourra juger de la performance du gouvernement au cours des prochains mois devant les syndicats représentant les 400 000 employés de l'État et les milliers de maires affectés par les pourparlers sur la réforme municipale. Au-delà des appuis électoraux à mettre dans la balance, ces négociations auront un impact important sur les finances publiques et risquent de perdurer jusqu'au début de l'année prochaine lors du dévoilement du réel surplus budgétaire du ministre des Finances, Bernard Landry. Les consultations qu'il tient cet automne sur la réduction du fardeau fiscal lui donneront d'ici l'occasion de constater, qu'en plus d'une baisse d'impôts particuliers, les groupes et les individus souhaitent également de meilleurs services publics.

Cet équilibre entre la réduction du fardeau fiscal et les réinvestissements dans les réseaux (santé et éducation) risquent donc de générer bien des discussions d'ici au dépôt du budget. Le débat fait rage aussi au sein du PLQ comme le soulignent les contradictions apparentes entre les discours du chef de l'opposition et du président de la commission politique, Marc-André Blanchard.

Mais toutes ces réflexions, qui dépassent largement les murs de l'Assemblée nationale, trouveront peu d'échos dans des projets de loi concrets cet automne. Parmi la trentaine déposés ou en voie de l'être, seulement quelques-uns retiendront vraiment l'attention.

VOIR PAGE A 8: CRISE

### MÉTÉO

Montréal Dégagement graduel en mi-journée. Max: 10 Min: 4  
Québec Nuageux. Max: 7 Min: 4  
Détails, page B 3

### INDEX

Annonces ..... B 3 Les sports ..... B 4  
Avis publics ..... B 2 Mots croisés ..... B 3  
Culture ..... B 8 Planète ..... B 2  
Éditorial ..... A 6 Politique ..... A 4  
Entrevue ..... B 1 Religions ..... B 6  
Le monde ..... B 5 Télévision ..... B 7

www.ledevoir.com



Des milliers d'Indonésiens sont descendus dans les rues pour réclamer, parfois de manière violente, que le MPR se prononce pour Megawati Sukarnoputri, dont le parti était arrivé en tête des élections législatives de juin. Hier, le calme régnait toutefois dans la capitale, quadrillée par d'importantes forces de l'ordre.

## Habibie joue le tout pour le tout

«Je vous supplie d'ouvrir vos cœurs et de pardonner mes faiblesses», dit le président indonésien

D'APRÈS REUTERS, AP ET AFP

Le chef de l'État sortant, Jusuf Habibie, a joué hier le tout pour le tout pour essayer de sauver sa candidature à la présidentielle de mercredi en Indonésie. Le dauphin déclaré de l'ex-président Suharto, qui a démissionné l'an dernier sous la pression de la rue, a prononcé un discours devant l'Assemblée consultative populaire (MPR) afin de tenter de rallier à sa cause l'opinion publique et la classe politique.

Jusuf Habibie, 63 ans, a cherché à convaincre les 700 membres du MPR, qui désigneront mercredi le prochain chef de l'État, de le confirmer pour un second mandat après un premier de 16 mois particulièrement agité pour le pays. Même ses propres partisans sont hésitants.

Le parti présidentiel au pouvoir, le Golkar, menace de soutenir l'un des deux rivaux de Jusuf Habibie, ce qu'a confirmé hier le président du Golkar, Akbar Tandjung. «Il est possible que nous réexaminions sa candidature», a-t-il confié au Jakarta Post.

La course à la présidence se résume à un combat acharné à trois entre Habibie, la fille de Sukarno (le premier président) Megawati Sukarnoputri et le dirigeant musulman modéré Abdurrahman Wahid, qui jouit d'une personnalité charismatique mais est malade. Il s'agit de la première élection présidentielle pluraliste depuis l'indépendance de

Même ses propres partisans sont hésitants

VOIR PAGE A 8: INDONÉSIE

## La malédiction des sarcophages

Le Canada offre-t-il un havre aux trafiquants d'œuvres d'art, des pilliers de tombes aux voleurs de toiles? Une nouvelle affaire, concernant cette fois deux sarcophages égyptiens, vient de se conclure en faveur de l'importateur canadien, même si l'Égypte affirme que les deux antiquités ont été pillées sur son territoire et donc exportées illégalement.

STÉPHANE BAILLARGEON  
LE DEVOIR

C'est une vieille histoire de trois ans additionnée à plus de deux millénaires. Deux sarcophages de l'Égypte ptolémaïque ou romaine ont été saisis par les douaniers de l'aéroport international de Montréal, à Mirabel, en juillet 1996. Les deux sarcophages de petite taille contenaient des statues (et non des dépouilles). L'ambassade de la République arabe d'Égypte à Ottawa, mise au courant de la saisie, a réclamé leur restitution en affirmant que les antiquités avaient été pillées sur son territoire puis exportées illégalement. Le gouvernement canadien les a finalement remises à leur importateur, un citoyen canadien, il y a quelques mois.

Revenu Canada, responsable des Services douaniers, a jugé que l'importation avait été réalisée sans contrevenir aux règles nationales ou à la convention de l'UNESCO concernant le «transfert des biens culturels». Les deux pays ont signé cette convention internationale.

«Le gouvernement canadien a vraiment été au-dessous de tout dans cette histoire», affirme un représentant de l'Égypte qui désire conserver l'anonymat. «Le gouvernement n'a rien fait, n'a pas appelé d'auditions, et sans nous aviser, il a remis les sarcophages à leur importateur. C'est inexcusable.»

Les sarcophages ont été saisis le 17 juillet 1996 puis entreposés dans un local des services douaniers de la région d'Ottawa. Le consulat montréalais et l'ambassade d'Égypte à Ottawa ont multiplié les pressions et les interventions. Un avocat de Montréal a été embauché pour

VOIR PAGE A 8: SARCOPHAGES

## Vers la création d'un nouveau parti fédéraliste

PIERRE O'NEILL  
LE DEVOIR

Jean Charest devra-t-il composer avec une plus forte concurrence aux prochaines élections? L'avocat Guy Bertrand favorise la création d'un nouveau parti politique provincial voué à la promotion du fédéralisme.

Dans un document de réflexion qu'il a rédigé à l'intention des membres de son exécutif, le président du mouvement «Citoyens de la Nation» fait le procès du nationalisme québécois et accuse le Parti libéral du Québec d'avoir trahi sa mission.

«Il est temps de tourner la page des trente années de politique nationaliste stérile et désastreuse pour sortir la société québécoise de la faillite dans laquelle elle s'est engouffrée. Cette sévère carence politique n'exige-t-elle pas l'urgence d'un débat sur l'impérieuse nécessité de créer un nouveau parti politique au Québec?» peut-on lire dans le texte caustique dont Le Devoir a obtenu copie.

Après avoir fait l'inventaire des effets pervers du nationalisme véhiculé par le PQ et le PLQ, M<sup>r</sup> Bertrand s'efforce de démontrer qu'il n'y a pas de parti fédéraliste sur la scène politique provinciale, qu'il n'y a pas de parti qui représente la position du Québec dans le Canada, pas de parti qui défende ses valeurs et ses principes inscrits dans la Constitu-

«Il est temps de tourner la page des trente années de politique nationaliste stérile et désastreuse»

VOIR PAGE A 8: PARTI

L'ADQ lance une campagne contre le PQ sur le Net

À lire, page A 3



Abonnez-vous au plus vite.

Naviguez sur Internet avec Sympatico Édition Haute Vitesse.

310-INTERNET Sympatico Édition Haute Vitesse

Offert là où la technologie le permet. Certaines conditions s'appliquent. Le nom et le design de Sympatico sont des marques de commerce de MédiaLinx Interactif Inc. utilisées sous licence. Le service Sympatico Bell Édition Haute Vitesse est offert par Bell Communications évoluées (1998) inc.



## • LES ACTUALITÉS •

Nouvelles technologies

# L'Afrique doit rattraper son retard

Si tous les États africains sont aujourd'hui branchés sur Internet, la population n'a souvent accès ni au téléphone ni à l'électricité

CAROLINE MONTPETIT  
LE DEVOIR

C'est au moyen des nouvelles technologies que l'économie se mondialise et l'Afrique doit se mettre à l'heure des communications si elle veut continuer à exister sur le globe.

Or, en Afrique francophone, près de la moitié de la population (de 30 à 60 % des hommes et de 40 à 70 % des femmes) ne sait toujours ni lire ni écrire. Plusieurs villages n'ont même pas de téléphone public, et la majorité de la population, villes et villages confondus, n'a pas de téléphone privé. Au Sénégal, ce n'est que depuis 1996 que des radios privées et communautaires concurrencent la radio d'État. Aussi, alors qu'en 1994, la moitié des États africains n'avaient même pas accès à Internet, aujourd'hui, tous y sont branchés. Mais à l'intérieur de ces États, les disparités entre les classes sociales sont immenses, et dans l'Afrique rurale, nombreux sont les foyers qui n'ont pas encore accès à l'électricité.

Or, «si l'Afrique n'est pas en mesure de faire face au développement, le risque de sa marginalisation est plus élevé», remarque Fatoumata Sow, journaliste du Sénégal et récipiendaire de la bourse Pearson, du CRDI, qui honore un citoyen d'un pays en développement qui a accompli un travail remarquable au sein de la fonction publique locale ou internationale.

Mme Sow, de passage à Montréal, vient de rédiger un rapport concernant l'avancement des technologies dans différents pays africains.

Mme Sow souligne que c'est entre autres l'accès des femmes à l'information et à la parole, qui permettrait au continent de se développer.

Dans plusieurs pays d'Afrique, les femmes n'ont même pas droit de parole dans les assemblées publiques, où se prennent des décisions concernant la gestion des communautés, mentionne-t-elle. La majorité des femmes ne sont pas rémunérées et travaillent dans le secteur agricole pour la famille et la communauté. Et la plupart sont aussi exclues du système institutionnel.

### La radio

Or, l'information, qu'elle provienne de la radio communautaire ou d'ailleurs, fait beaucoup pour éliminer la surcharge de travail des femmes ou pour les aider en matière d'hygiène et de santé.

«Depuis que le Sénégal compte sept radios privées, les gens entendent des points de vues différents, et les invités sont des gens différents que ceux qui visitent la radio d'État», dit-elle, ajoutant que cette pluralité est aussi gage de démocratie. Déjà, la radio a investi presque toutes les chaumières d'Afrique. «Il y a environ un poste de radio par famille», dit Mme



JACQUES GRENIER LE DEVOIR  
Fatoumata Sow, journaliste du Sénégal et récipiendaire de la bourse Pearson, du CRDI.

Sow. Or, à ce jour, l'État n'a autorisé que deux licences de radios communautaires au Sénégal. Pourtant, la demande de licences pour de telles radios est très forte.

L'an prochain, le Sénégal devrait

être doté de signaux qui permettront à tout le pays d'avoir accès à une antenne de télévision, ce qui n'est pas encore le cas. Et dans les villages qui ont la télévision pour l'instant, on ne compte qu'un ou deux postes de télévision par village, ajoute-t-elle.

Dans les capitales nationales et régionales, les populations ont généralement accès au téléphone et au télécopieur, dans un rayon de cent mètres de chez eux. Internet est également disponible à certains endroits. Mais l'écart avec les pays du Nord est toujours gigantesque. Or, le développement des nouvelles technologies fait beaucoup pour l'avancement d'un pays.

«On peut procéder par intermédiaire. Si un membre du village parle anglais ou français, il peut traduire à un paysan qui ne parle pas ces langues le contenu de l'information qui est diffusée sur Internet», dit-elle.

Mais le tout ne va pas sans des investissements massifs en éducation, pour que les gouvernements africains construisent plus de salles de classe et investissent dans la formation d'enseignants.

«Il y a 15 ou 20 ans, c'était l'Asie qui affichait les indices les plus faibles, en terme de développement humain, constate-t-elle. Aujourd'hui, c'est l'Afrique qui est en bas de l'échelle. On n'a pas fait les choix qu'il fallait pour assurer le développement au plan économique et social.»

Frais de scolarité à la maîtrise et au doctorat

# Les étudiants de l'UQ partent en guerre contre leurs recteurs

LOUISE LEDUC  
LE DEVOIR

Convaincues de l'imminence d'une hausse des frais de scolarité à la maîtrise et au doctorat, les associations étudiantes du réseau de l'Université du Québec partent en guerre contre leurs recteurs. Pour la forme?

«Nous entreprenons une campagne nationale pour que les étudiants cessent d'être des victimes de l'arbitraire des recteurs, qui augmentent ou inventent des frais reliés à la formation», s'est plaint Eric Dion, président de l'Association étudiante de l'Université du Québec à Rimouski.

La menace: une augmentation de près de 1000 % des frais de scolarité des étudiants à la maîtrise et au doctorat parvenus à l'étape de la rédaction de leur mémoire ou de leur thèse.

Or, ont plaidé hier en conférence de presse les délégués d'associations étudiantes de l'Université du Québec à Montréal, à Rimouski, à Trois-Rivières et à Chicoutimi, les rares services universitaires qu'ils utilisent quand ils travaillent de chez eux ne justifient aucunement pareille hausse.

«Et souvent, d'ajouter Daniel Vigneault, responsable général d'une association étudiante de l'UQAM (l'AGEsshalUQAM), quand l'es rendu à la rédaction, l'as épuisé tes ressources de prêts et bourses.»

Déjà, à l'Université de Montréal,

les frais de rédaction passeront de 67,50 \$ à 556 \$. À l'Université de Sherbrooke, les frais de rédaction sont déjà passés en septembre de 50 \$ à 305 \$, et ils atteindront 556 \$ en septembre 2000.

«À l'Université de Montréal, la décision s'est prise au comité exécutif, où aucun étudiant ne siège», a témoigné Patrick Lebel, secrétaire général de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM).

Suzy Brière, déléguée étudiante de l'Université de Sherbrooke, a précisé que de ce côté, la décision s'est prise au conseil d'administration, mais que les étudiants qui y siègent ont été invités à quitter au moment du vote, sous prétexte qu'ils se trouvaient en conflit d'intérêts.

A ces précédents, extérieurs au réseau de l'Université du Québec, s'ajoute une menace toute proche: déjà, les étudiants de l'UQAM affiliés à l'Institut Armand-Frappier ont appris que leurs frais de rédaction seraient haussés.

Les autres composantes de l'Université du Québec ne se font donc plus trop d'illusions et sont bien conscients que la décision devra tomber bientôt. «Si les recteurs ont un peu de courage, qu'ils disent donc ouvertement qu'ils vont hausser les frais de rédaction aux deuxième et troisième cycles!», lance encore Daniel Vigneault, de l'UQAM. «On ne veut pas que la nouvelle sorte le 23 décembre, en période de faible mobilisation des étudiants.»

Le ministre de l'Éducation, François Legault, a déjà soutenu ne pas pouvoir intervenir dans ce conflit entre les étudiants et les recteurs. Au printemps dernier, il avait cependant affirmé que les étudiants en rédaction, qui profitent de la bibliothèque, des laboratoires et des conseils d'un professeur pendant la rédaction de leur mémoire ou de leur thèse, pourraient sans doute payer un peu plus que la soixantaine de dollars exigés jusqu'ici par session.

Enfin, au début de ce conflit, le recteur de l'Université Laval, François Tavenas, avait enfin rappelé que les étudiants mettent souvent bien plus que les quatre sessions réglementaires à effectuer leur maîtrise et plus que les huit sessions prévues pour leur doctorat. Et au-delà de ces sessions dites «normales», l'étudiant n'est plus financé par le ministère.

## L'arrivée de l'an 2000 sera bien arrosée au pays

PRESSE CANADIENNE

L'arrivée de l'an 2000 risque d'être bien arrosée un peu partout au Canada, alors que certaines provinces permettront aux bars de prolonger leurs heures d'ouverture et de vente d'alcool à l'occasion du nouvel an.

Le Québec se prépare à apporter quelques modifications à la loi pour permettre aux bars de rester ouverts jusqu'à 8h le matin du 1<sup>er</sup> janvier, plutôt que fermer leurs portes à 3h, comme d'habitude.

Toutefois, le ministre de la Sécurité publique du Québec, Serge Ménard, insiste pour dire qu'il ne s'agit pas d'une mesure pour encourager les gens aux excès de boisson. Selon M. Ménard, les cinq heures supplémentaires octroyées aux bars empêcheraient que la majorité des gens sortent systématiquement dans les rues à 3h pour poursuivre les festivités.

C'est à Terre-Neuve que les buveurs les plus ambitieux pourront en profiter le plus longtemps, puisque les bars de la province demeureront ouverts de 9h le 31 décembre à 3h le 2 janvier, soit 42 heures consécutives.

À Toronto, le premier ministre ontarien Mike Harris a affirmé que les heures d'ouverture pourraient aussi être prolongées dans sa province. M. Harris a ajouté à la blague que même si la proposition ne fait pas partie du Discours du trône de son gouvernement, son cabinet pourrait étudier la question.

Les bars ontariens ferment habituellement à 2h, mais lors des récentes veilles du jour de l'an, ceux-ci ont bénéficié d'une heure supplémentaire.

Quant au ministre de la Justice de l'Alberta, Dave Hancock, il croit que sa province possède déjà des lois «très raisonnables pour ce qui est des heures d'ouverture des bars». Il n'a signalé aucun changement imminent à la loi à ce sujet.

### À NOTER

Pour des raisons techniques, la chronique de Daniel Pinard n'a pu être publiée samedi dernier. Elle reviendra toutefois samedi prochain, toujours dans la page Plaisirs.

Elle fait déjà tourner toutes les têtes.

# ÉCHO

2 ou 4 portes

# 199\$

par mois

LOCATION 48 MOIS<sup>1</sup>

Transport et préparation inclus



MENSUALITÉS	COMPTANT*
199\$	1250\$
211\$	750\$
229\$	0\$

ACHAT À PARTIR DE  
**13 835\$<sup>2</sup>**

CRÉDIT TOYOTA

Programme de location au détail de Toyota Canada Inc. sur approbation de crédit par Crédit Toyota. Immatriculation, assurances et taxes en sus. <sup>1</sup>Offre valable sur les modèles Echo 2000 AT123M-AA neufs en inventaire. Comptant initial de 1250\$. Premier versement de 228,90\$ et dépôt de garantie de 250\$ exigibles au moment de la livraison. \*Taxes en sus ou échange équivalent. Franchise de 96 000km, frais de 7¢/km excédentaire. <sup>2</sup>Prix basé sur le modèle 2 portes. Taxes, transport et préparation en sus. Offres d'une durée limitée. Véhicule aux fins de présentation seulement. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant.

Votre concessionnaire



# TOYOTA

www.toyota.ca

VIVEZ L'EXPERIENCE DE LA QUALITE

BOUCHERVILLE  
Toyota Duviv  
(450) 659-2350

CHATEAUGUAY  
Châteauguay Toyota  
(450) 692-1200

JOLIETTE  
Joliette Toyota  
(450) 759-3449

LAVAL  
Chromedy Toyota  
(450) 687-2634

LAVAL  
Véromot Lexus Toyota  
(450) 668-2710

LONGUEUIL  
Longueuil Toyota  
(450) 674-7474

MONTREAL  
Alta Toyota  
(514) 376-9191

MONTREAL  
Toyota Pie IX  
(514) 329-0909

MONTREAL  
Chassé Toyota  
(514) 527-3411

MONTREAL  
Toyota Président  
(514) 935-6354

POINTE-CLAIRE  
Fairview Toyota  
(514) 694-1510

REPENTIGNY  
Lexus Toyota Gabriel  
(514) 748-7777

ST-EUSTACHE  
Toyota St-Eustache  
(450) 473-1872

ST-HYACINTHE  
Angers Toyota  
(450) 774-9191

ST-JEAN  
Déry Toyota  
(450) 359-9000



Le service de qualité Toyota

ST-LEONARD  
St-Léonard Toyota  
(514) 252-1373

STE-AGATHE  
Ste-Agathe  
(819) 326-1044

STE-THERESE  
Blainville Toyota  
(450) 435-3685

SHAWINIGAN  
Maurice Toyota  
(819) 539-8393

TROIS-RIVIERES  
Trois-Rivières Toyota  
(819) 374-5223

VALLEYFIELD  
G. Couillard  
Automobiles  
(450) 373-0850

VERDUN  
Woodland Toyota  
(514) 761-3444

FONDATION  
Marie-Soleil  
Tougas

1 900 565-SOLEIL

LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

## Le plaisir de lire



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

**C'ÉTAIT** hier le début de la Semaine des bibliothèques publiques et des enfants de Sylvie Leroux, de même que ceux de la famille Grimard-Montgrain, en ont profité. Du 17 au 23 octobre, les 974 bibliothèques du Québec tiendront des dictées, des rencontres d'auteurs, des rallyes, des ventes de livres et des concours pour souligner l'événement. Le porte-parole de la Semaine des bibliothèques est l'animateur de télévision Claude Charron.

## Sondage sur les politiques d'aménagement des forêts

## Plus l'on connaît la forêt, plus l'on est critique envers Québec

LOUIS-GILLES FRANÇEUR LE DEVOIR

Plus forte est la proportion de travailleurs forestiers dans une municipalité, plus forte est la proportion des citoyens qui pensent que le gouvernement ne fait pas assez pour assurer la survie des forêts du Québec.

C'est ce qu'indique un sondage postal d'opinion, réalisé en Haute-Mauricie dans la dernière année par une étudiante de maîtrise, Solange Nadeau, et un professeur de la Faculté de foresterie de Laval, Luc Bouthillier. Les universitaires, qui ont réalisé cette étude dans le cadre d'un projet sur la contribution de la foresterie aux communautés dépendantes de la forêt, ont fait parvenir leur questionnaire à 900 foyers des municipalités de La Bostonnaise, de Lac-Edouard, de Langelier, de La Tuque et de Parent. Le taux de réponse obtenu a été de 48 %, soit 440 questionnaires, ce qui implique une marge d'erreur d'environ 6 %, 19 fois sur 20.

D'entrée de jeu, 45 % des répondants se sont déclarés satisfaits de la manière dont les forêts sont, en général, aménagées, mais un bloc important de 31 % se disent par contre plutôt insatisfaits.

Mais quand on leur parle de l'aménagement des forêts de leur région, 57 % des répondants de cette région forestière affirment que Québec devra en faire davantage pour assurer l'avenir de leurs forêts.

Le quart des répondants se disent insatisfaits des méthodes actuelles d'aménagement et ils affirment aussi qu'il faudra des changements majeurs pour assurer l'avenir de leur principale ressource régionale.

L'analyse des réponses à ces deux questions révèle un fait social troublant. Il y a, en effet, des différences importantes dans le taux de satisfaction exprimé à l'endroit des politiques gouvernementales d'aménagement. C'est ainsi que les répondants des petites municipalités voisines de La Tuque, où la proportion de travailleurs forestiers est deux fois plus importante que dans la municipalité urbaine et industrielle, sont beaucoup plus critiques à l'endroit des politiques actuelles d'aménagement que les urbains.

Ce phénomène semble aller de pair avec les réactions informelles enregistrées ailleurs au Québec dans les soirées de visionnement et de discussion sur le film *L'Erreur Boréale*, du



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Le film *L'Erreur Boréale*, du poète-chansonnier Richard Desjardins, continue d'alimenter les discussions sur l'aménagement de la forêt au Québec.

poète-chansonnier Richard Desjardins. Des proportions parfois surprenantes de travailleurs forestiers y auraient exprimé des vues très critiques à l'endroit des politiques d'aménagement et de régénération des forêts.

C'est d'ailleurs ce que confirme, explicitement cette fois, une autre question du sondage. En effet, la majorité des répondants déclare que la régénération naturelle et les plantations d'arbres n'assureront pas à temps une repousse des arbres suffisante pour assurer le maintien des activités de transformation du bois dans cette région. Parmi les répondants faisant partie de la main-d'œuvre active qui s'exprime dans ce sondage, 28 % travaillent en forêt, soit près de un sur trois.

Quant à la valeur des contrôles gouvernementaux effectués en forêt, les opinions se partagent également entre les gens d'accord, pas d'accord ou sans opinion sur leur efficacité. Mais quand on demande à cette population issue de milieu forestier qui, des gouvernements ou des entreprises, doit effectuer le «contrôle» des activités en forêt, la réponse est claire: 70 % disent qu'il appartient à Québec d'établir les normes et 75 % optent pour un contrôle de la coupe et de l'aménagement par le gouvernement, un contrôle qui devrait se doubler (40 %) de celui de la MRC en cause.

Malgré un certain nombre de contradictions, une forte majorité estime d'autre part qu'il faut développer toutes les ressources de la forêt, faune et tourisme au premier chef, et non seulement le potentiel ligneux. La plupart des répondants se disent aussi fort préoccupés par l'état des chemins forestiers et par l'état de la faune, perçue comme surexploitée.

## Bilan du Conseil général

## L'ADQ lance une vaste campagne contre le PQ sur Internet

PIERRE APRIL PRESSE CANADIENNE

Sainte-Foy — Le Conseil général de l'Action démocratique du Québec s'est terminé, hier, par le lancement d'une vaste et audacieuse opération visant à faire pression sur le gouvernement du Parti québécois sur le site Internet «www.Mario.Dumont.net».

Après avoir passé samedi la première journée de cette rencontre à faire la promotion des nouvelles technologies de l'information, après avoir adopté une dizaine de résolutions sur la nécessité de brancher le Québec pour assurer la survie de son économie et de sa culture, les 200 délégués sont passés de la parole aux actes en proposant d'utiliser le net pour dénoncer ce qu'ils ont appelé «les mensonges du PQ».

Selon le chef de l'ADQ, Mario Dumont, cette façon de mener une campagne politique et de dénoncer les décisions d'un gouvernement sur Internet représente une première au Québec, sinon au Canada. «C'est la première campagne politique, à notre connaissance, qui utilise les nouvelles technologies de cette façon», a-t-il dit.

Pour M. Dumont et ses stratèges, il n'y a pas de meilleur moyen «que cette démocratie du bout des doigts», du «clic informatique», pour rejoindre automatiquement 74 députés du PQ, pour informer et dénoncer un gouvernement, pour lui faire comprendre que les jeunes, en particulier, en ont assez de se faire «mentir».

«Je suis heureux et fier, a dit M. Dumont dans son allocution de clôture, que l'ADQ soit la première formation à utiliser le Net pour mener une telle campagne, à offrir aux jeunes qui sont frustrés, qui ont des inquiétudes, une voie pour canaliser leurs déceptions, un outil moderne pour dire au gouvernement: «s'il vous plaît, arrêtez de nous prendre pour des valises.»

En rappelant que le gouvernement de Lucien Bouchard

a promis en campagne électorale que le présent mandat serait celui de la jeunesse, le chef adéquiste a dressé la liste des «mensonges de ce même gouvernement».

Parmi «les grands mensonges», on retrouve la question des prêts et bourses, la confusion à Emploi-Québec, le recul du gouvernement sur les clauses discriminatoires et les frais «champignons» dans les cégeps.

«On est en train de se demander, a précisé M. Dumont, si au PQ il y a encore quelqu'un qui croit en quelque chose.

Ils ont l'air d'être sur le pilote automatique du pouvoir confortable. Ils ont l'air d'un parti qui se contente de faire du temps, qui dort en place.

«Le mensonge politique, a-t-il ajouté, doit être dénoncé. On dit non à l'immobilisme. On dit oui à l'action.»

## Financement

Ce conseil général aura été l'occasion pour l'ADQ de lancer sa première véritable campagne de financement populaire. Il n'a pas été question d'objectif financier, mais plutôt d'objectif de participation et de recrutement.

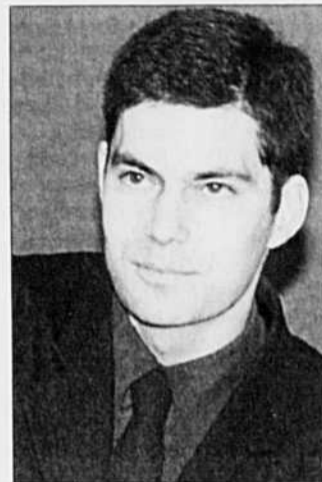
«Il nous faut profiter de l'occasion pour instaurer une nouvelle culture de financement dans au moins une centaine de circonscriptions», a noté M. Dumont.

Cette rencontre de l'ADQ a aussi été l'occasion de débattre d'une douzaine de propositions issues des régions. On a voté des résolutions sur le financement des programmes d'alphabetisation, sur le

retrait de la facture de 375 millions imposée par le gouvernement aux municipalités.

Une résolution exige du gouvernement qu'il cesse de faire diversion en invoquant des raisons futiles et arrive à une entente sur les 70 millions des bourses du millénaire.

On a aussi adopté une proposition sur l'amélioration de l'enseignement du français dans les écoles et une autre sur l'abolition des garderies à 5 \$ pour les remplacer par des crédits d'impôt.



ARCHIVES LE DEVOIR

Le chef de l'ADQ, Mario Dumont.

## LOGIQUES

Faites le tour du monde... en français!



Les 1000 meilleurs sites en français de la planète

- 7<sup>e</sup> édition -

Bruno Guglielminetti

ISBN 2-89381-641-X - 248 p.

21,95 \$

Les Éditions LOGIQUES inc.

En vente partout Distribution exclusive: Québec-Livres

## soirée

## relations

## LES DÉFIS POSÉS À LA TRANSMISSION DE LA FOI

La société et l'Église connaissent aujourd'hui de profondes transformations. La nouveauté des contextes dans lesquels nous évoluons fait que nous ne pouvons plus nous reposer sur les modèles connus. Pendant que des voix s'élèvent, demandant aux parents et à l'Église de s'investir davantage dans la transmission de la foi, d'autres rappellent que ce n'est pas tant le manque de volonté qui se fait sentir que le manque de ressources. Quels que soient les problèmes, au nom de la mission et de l'urgence de l'annonce de la Parole, nous sommes conviés à la créativité et à l'inventivité dans ce domaine.

Pour nous aider à analyser le contexte actuel et à tenter des solutions, trois conférenciers nous partagent leurs réflexions.

M. Dominique Boisvert Militant chrétien, il a travaillé pendant 10 ans au Centre justice et foi comme journaliste et chercheur.

M. Gérard Laverdure Accompanneur spirituel à Jeunesse Étudiante Catholique (JEC) et ancien animateur de pastorale en cégep.

M. Guy Saint-Michel Coordonnateur du Service d'animation religieuse de l'Université Laval. Il est également très impliqué dans le mouvement scout.

LE LUNDI 18 OCTOBRE 1999, DE 19h30 À 22h00

à la Maison Bellarmin (métro Jarry ou de Castelnau) 25 Jarry Ouest, Montréal H2P 1S6 - Téléphone (514) 387-2541

Contribution volontaire: 5,00 \$

Système d'écoute pour malentendants - ayez un baladeur avec bande FM.

LES SOIRÉES RELATIONS SONT ORGANISÉES PAR LE CENTRE JUSTICE ET FOI.

À lire dans le numéro d'octobre de la revue Relations : PORTRAIT RELIGIEUX DU QUÉBEC

## MONTRÉAL - QUÉBEC ALLER-RETOUR, 13 FOIS PAR JOUR : VOUS POUVEZ DORMIR SUR VOS DEUX OREILLES.



Pourquoi? Parce que vous avez le choix. Treize vols par jour. C'est 30% de plus

que tout autre transporteur aérien. Parti tôt de Montréal, arrivé tôt à Québec.

Une journée d'affaires complète. Un choix inégalé d'envolées.

Air Nova/Air Alliance. On se comprend.

airNova  
airAlliance

6 h 45 8 h 10 h 12 h 14 h 15 h 15 h 45 17 h 18 h 18 h 30 21 h 21 h 45 22 h 30 TOUS SANS ESCALE

# LE DEVOIR

# POLITIQUE

L'ex-premier ministre libéral fête son 80<sup>e</sup> anniversaire de naissance

## Pierre Elliott Trudeau n'est pas près d'être oublié

BRUCE CHEADLE  
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Facéties et mondanités ont fait passer Pierre Elliott Trudeau à la légende et, aujourd'hui, alors qu'il célèbre son 80<sup>e</sup> anniversaire, l'ex-premier ministre libéral n'est certes pas près d'être oublié.

Car même 15 ans après son retrait de la vie politique, cet homme qui a personnalisé l'idéalisme et la démagogie, inspiré le respect et le dégoût, suscité la sympathie et le mépris, cet homme a marqué à jamais ses contemporains.

Ainsi, un sondage effectué en janvier par la firme Environics classait M. Trudeau parmi les trois personnalités les plus admirées des Canadiens, derrière Céline Dion et Wayne Gretzky, mais devant Terry Fox. En fait, il fait partie des trois favoris depuis qu'Environics a entrepris il y a dix ans d'établir ce palmarès annuel.

«En partie parce que c'était un géant et que depuis, nous n'avons eu droit qu'à des pygmées», estime Peter McCormick, un politologue de l'Uni-

versité de Lethbridge, en Alberta, qui reproche au politicien d'avoir légué la plupart des problèmes affectant aujourd'hui le Canada. *En partie parce que nous vivons dans son ombre — et, comme nation, nous risquons de mourir dans son ombre.*»

Pour le meilleur et pour le pire, Pierre Trudeau aura marqué le Canada de cette fin de siècle.

Son rapatriement unilatéral de la Constitution en 1982 alimente toujours le discours souverainiste qu'il n'a de toute façon pas su apaiser avec sa Loi sur les langues officielles.

Sa Charte des droits, enchaînée dans la nouvelle Constitution, ne cesse de tendre des pièges aux tribunaux du pays.

Enfin, il a laissé en héritage une dette publique que l'on commence à peine à éponger.

«En un mot, le Canada d'aujourd'hui, c'est le Canada de M. Trudeau», a écrit en 1998 Richard Gwyn dans son anthologie *Trudeau's Shadow*.

Néanmoins, peu de gens peuvent se vanter de connaître l'homme. «C'est un homme très distant, a ex-

pliqué Sasha Trudeau lors d'une récente interview sur les ondes de CTV. *Il reste privé, même pour nous. J'imagine qu'il a eu une vie solitaire. Je crois que ça fait partie de son personnage, sa personnalité [...] et qu'il restera toujours, d'une certaine façon, assez distant de quoi que ce soit.*»

### Maîtrise du jeu médiatique

En dépit de l'image d'homme distant qu'il projette, M. Trudeau a su atteindre bien des Canadiens grâce à sa maîtrise du jeu médiatique.

Même dans ses heures les plus graves, telles que les funérailles de son fils cadet Michel, mort noyé dans un lac en Colombie-Britannique, Pierre Trudeau a une fois de plus retenu l'attention des caméras du pays.

Et en 1968, la Trudeauomanie n'avait rien à envier à l'hystérie collective suscitée par les Beatles.

Selon le philosophe des médias Marshall McLuhan, l'ex-premier ministre était un politicien télévisuel qui a su maîtriser l'art de la formule brève bien avant que cela ne devienne

une condition *sine qua non* en politique. Même ses gestes spontanés, telle sa fameuse pirouette derrière la reine Elisabeth au palais de Buckingham, étaient en fait savamment planifiés, a confié Jim Coutts, qui fut secrétaire particulier de Pierre Trudeau pendant sept ans.

Il a toujours su se réinventer, comme célibataire puis homme marié, amant éconduit puis chef de famille monoparentale, politicien canadien puis homme d'Etat de stature internationale, avance l'historien Desmond Morton.

«Sa plus grande qualité politique était la gestion de son image. Et ce n'est pas rien. Machiavel aurait souligné ce détail.»

D'aucuns croient que le mythe Trudeau ne dépend pas que de la seule image du politicien, mais aussi de ses qualités intellectuelles.

«C'est le politicien le plus brillant et le plus habile que j'aie jamais rencontré», affirme le journaliste Peter Debarats qui l'a suivi au cours des années 1970. *C'était presque comme si l'on venait d'une autre planète.*»

### COLLOQUES ET CONFÉRENCES

#### ASSIMILER OU DISPARAÎTRE: NOUVELLES PERSPECTIVES FRANCOPHONES

Université d'Ottawa  
18 octobre  
Renseignements: (613) 562-5800,  
poste 3521

Le Canada anglais compense bien sa sous-fécondité par l'assimilation linguistique. Le Canada français peut-il assurer son avenir de la même manière? Sous les auspices du Centre de recherche en civilisation canadienne-française (CRCCF), le statisticien Charles Castonguay anime une rencontre-midi et propose un survol des succès et échecs en la matière.

#### FRANCIS DUFFY

Université de Montréal  
18 octobre  
Louise Goudreault: 272-2777

Le design d'intérieur vous intéresse-t-il? Francis Duffy, reconnu pour son engagement à améliorer le design dans l'environnement de travail, partagera le résultat de ses recherches. La conférence sera donnée en anglais. L'entrée est libre.

#### LA PLACE DES CRÉATEURS DANS L'INDUSTRIE DU MULTIMÉDIA

Musée Juste pour rire  
18 octobre  
FIM: <http://www.fim.org>

Les créateurs sont la matière grise de l'industrie du multimédia et assurent, à ce titre, la recherche fondamentale dont elle a besoin pour enrichir ses productions. Si la recherche et le développement sont relativement bien financés, notamment par les programmes de crédits d'impôt, la position des créateurs reste souvent fragile. Le débat sera suivi de la remise des prix Möbius sous la présidence d'Agnès Maltais, ministre québécoise de la Culture.

#### PASSER DEVANT UNE PERDRIX SANS LA VOIR, OU ATTITUDES À L'ÉGARD DES AUTOCHTONES

Musée Redpath  
de l'Université McGill

20 octobre  
Renseignements: 398-3960  
Dans le cadre des Grandes Conférences Desjardins, Louis-Edmond Hamelin, fondateur du Centre d'études nordiques de l'Université Laval et professeur émérite de géographie, nous entretiendra sur la question autochtone dans le contexte québécois et canadien. C'est gratuit, mais il faut réserver.

#### PAUL GACHET: COLLECTIONNEUR ET MÉDECIN DE VAN GOGH

Auditorium Saint-Albert-le-Grand  
20 octobre  
ACTXG: 332-4126

C'est Paul Gachet qui a soigné Vincent Van Gogh durant les semaines qui ont précédé son suicide en juillet 1890. C'est lui encore qui a acquis plusieurs tableaux de Cézanne et de Van Gogh. Mais aujourd'hui, l'authenticité de plusieurs tableaux de sa collection est remise en doute. Son rôle est assez mystérieux. Michel Grenier explique.

#### GOURMANDS ET GOURMETS: LE GOÛT DE LA GASTRONOMIE À TRAVERS LES SIÈCLES

Centre culturel de Verdun  
20 octobre  
Jean-Claude Tremblay: 762-0762

Nous suivrons Michèle Sirois du banquet des sophistes aux grands restaurants de la Belle Époque, à travers les révolutions culinaires qui ont contribué à forger le goût de l'homme civilisé d'aujourd'hui... L'entrée est libre.

#### UN OBSERVATEUR DES PARADOXES DE LA VIE DÉMOCRATIQUE:

ALEXIS DE TOCQUEVILLE

Outremont  
21 octobre  
Stéphane Stapinsky: 279-2846,  
poste 1

Daniel Jacques nous explique que le génie propre de Tocqueville est d'avoir su donner sens aux gestes les plus simples et les plus quotidiens de l'homme démocratique, les inscrivant ainsi dans une perspective globale. Il faut réserver.


Isabelle Quentin  
[iquentin@sim.qc.ca](mailto:iquentin@sim.qc.ca)



**BOUTIQUE**  
Enfants Deslongchamps

Vêtements pour  
enfants 0-18 ans  
Vêtements de maternité

1007, RUE LAURIER OUEST  
OUTREMONT  
TEL.: 274-2442



**BONALDO**  
LA MAISON DES IDÉES NOUVELLES

Sabrina et Martina

105 St-Paul Ouest,  
Montréal (Québec)  
H2Y 1Z5  
(514) 287-9222  
1 888 BONALDO



International  
Joint  
Commission

Commission  
mixte  
internationale

## AUDIENCE PUBLIQUE

### Consommation, déviations et exportations massives d'eau des Grands Lacs

Dans le cadre d'un renvoi des gouvernements fédéraux du Canada et des États-Unis, la Commission mixte internationale (CMI) tiendra une série d'audiences publiques sur la question de la consommation, des déviations et des exportations massives d'eau des Grands Lacs. L'une de ces audiences se déroulera à Montréal aux heures, date et lieu suivants:

Le 21 octobre 1999, 19h - 22h  
Hôtel le Reine Élisabeth  
900 boul. René-Lévesque ouest  
Montréal, Québec  
(514) 861-3511  
Room: Salon Mackenzie

Toute personne intéressée à faire valoir son point de vue sur ces questions sont invitées à le faire en personne lors de ces audiences publiques. En raison du nombre d'intervenants, il est probable que l'on demande aux gens de limiter leurs exposés à 5 minutes. La Commission pourra également recevoir les mémoires écrits lors de ces audiences. Pour plus d'information, consultez notre site W3 ou les contacts suivants:

Site W3: [www.ijc.org](http://www.ijc.org)

Frank Bevacqua Washington, DC 202.736.9024 [bevacqua@washigton.ijc.org](mailto:bevacqua@washigton.ijc.org)  
Fabien Lengellé Ottawa, ON 613.995.0088 [lengellef@ottawa.ijc.org](mailto:lengellef@ottawa.ijc.org)

# Déclaration

en faveur  
d'un barème  
plancher  
à l'aide sociale

un minimum  
pour couvrir  
les besoins essentiels

La solidarité déployée tant par la population que par le gouvernement à l'endroit des personnes sinistrées, par suite des inondations au Saguenay-Lac-St-Jean et de la tempête de verglas, a démontré que l'engagement à assurer à tous les citoyens et citoyennes la couverture de besoins essentiels (tels le gîte, la nourriture et les médicaments) constitue une valeur fondamentale de la société québécoise.

Dans ce même souci de solidarité élémentaire, le Québec doit assurer la couverture des besoins essentiels pour tous les citoyens et citoyennes dans l'éventualité où ceux-ci se trouveraient dépourvus des ressources nécessaires, que ce

soit par cause de maladie, de perte d'emploi ou de revenus insuffisants.

À cette fin, les québécois et québécoises doivent pouvoir compter, en dernier recours, sur la sécurité d'un revenu minimum, garantie dans la loi par un barème «plancher» dont le montant serait à déterminer et en deça duquel aucune saisie, ponction, pénalité ou coupure ne puisse s'appliquer.

Nous demandons donc au gouvernement d'amender la loi à cet effet afin d'assurer à tous les québécois et québécoises une couverture minimale de leurs besoins essentiels.

Ont endossé cette déclaration, en date du 7 octobre 1999:

## ÉLUÉS POLITIQUES

**Parti libéral du Québec:** Nicole Loiselle (St-Henri-St-Anne), Jean-Marc Fournier (Châteauguay), Pierre Paradis (Brome-Missisquoi), Jean-Paul Bergeron (Iberville), Bernard Brodeur (Shefford), Claude Béchard (Kamouraska-Témiscouata), Robert Benoit (Orford), Jacques Chagnon (Westmount-St-Louis), Roger Lefebvre (Frontenac), Calire Vaive (Hull), Russel Copeman (Notre-Dame-de-Grâce), André Tranchonotagne\* (Mont-Royal), Yvon Vallières\* (Richmond), Normand Poulin\* (Beauce-nord)

**Parti québécois:** Stéphane Bédard (Chicoutimi), Jean-Guy Paré (Lotbinière), Lise Leduc (Mille-Îles), Diane Barbeau\* (Vanier), Agnès Maltais\* (Québec), Benoît Laprise\* (Roberval)

**Parti progressiste-conservateur du Canada:** Diane St-Jacques (Shefford), David Price (Compton-Stanstead)

**Conseiller municipal de Montréal:** Marcel Sévigny (Pointe-St-Charles)

(\*Ces député-e-s ont soit souscrit avec certaines réserves ou signé un engagement équivalent)

## ORGANISMES NATIONAUX

LES SŒURS AUXILIATRICES, ANFQ (ASSOCIATION DE LA NEURO-FIBROMATOSE DU QUÉBEC), ASSEMBLÉE DES EVÊQUES DU QUÉBEC - COMITÉ DES AFFAIRES SOCIALES, ASSOCIATION CANADIENNE DES VICTIMES DE LA THALIDOMIDE - BUREAU QUÉBEC, ASSOCIATION DES DEVENUS SOURDS ET DES MALENTENDANTS DU QUÉBEC - MONTRÉAL, ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES ÉTUDIANTS HANDICAPÉS AU POSTSECONDAIRE, ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES PERSONNES APHASIQUES - MONTRÉAL, ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES PERSONNES DE PETITES TAILLES INC. MONTRÉAL, ASSOCIATION QUÉBÉCOISE POUR LES TROUBLES D'APPRENTISSAGE - MONTRÉAL, ASSOCIATION SPINA BIFIDA ET D'HYDROPHALIE DU QUÉBEC, ATD QUART-MONDE, AU BAS DE L'ÉCHELLE, CENTRALE DE L'ENSEIGNEMENT DU QUÉBEC (CEQ), COALITION DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE, COLLECTIF DES ENTREPRISES D'INSERTION DU QUÉBEC, CONFÉDÉRATION DES ORGANISMES DE PERSONNES HANDICAPÉES (COPIHAN), CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX (CSN), CONFÉRENCE RELIGIEUSE CANADIENNE - SECTION QUÉBEC, EXTRAÏDE MISSIONNAIRE, FÉDÉRATION AUTONOME DU COLLEGIAT, FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS DE FAMILLES MONOPARENTALES ET RECOMPOSÉES DU QUÉBEC, FÉDÉRATION DES FEMMES DU QUÉBEC, FÉDÉRATION DES MOUVEMENTS TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU QUÉBEC (FTQ), FÉDÉRATIONS DES ACEF, FONDATION BEATI-MONTRÉAL, FRONT D'ACTION POPULAIRE EN RÉAMÉNAGEMENT URBAIN, INSTITUT CANADIEN D'ÉDUCATION AUX ADULTES, JEUNESSE OUVRIÈRE CHRÉTIENNE, L'R DES CENTRES DE FEMMES DU QUÉBEC, LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS, MOUVEMENT DES TRAVAILLEUSES ET DES TRAVAILLEURS CHRÉTIENS, OPTION CONSOMMATEUR, ORDRE PROFESSIONNEL DES TRAVAILLEURS SOCIAUX DU QUÉBEC, REGROUPEMENT AUTONOME DES JEUNES, REGROUPEMENT DES AUBERGES DU CŒUR, REGROUPEMENT DES COMITÉS LOGEMENT ET ASSOCIATIONS DE LOCATAIRES, REGROUPEMENT DES GROUPES POPULAIRES EN ALPHABÉTISATION DU QUÉBEC, REGROUPEMENT DES RESSOURCES ALTERNATIVES EN SANTÉ MENTALE DU QUÉBEC, REGROUPEMENT PROVINCIAL DES MAISONS D'HÉBERGEMENT ET DE TRANSITION POUR FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE, RQIAC (REGROUPEMENT QUÉBÉCOIS DES INTERVENANTS ET INTERVENANTES EN ACTION COMMUNAUTAIRE), SOLIDARITÉ POPULAIRE QUÉBEC, SYNDICAT DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC, UNION QUÉBÉCOISE DES INFIRMIÈRES ET DES INFIRMIERS (CEQ)

MARCHE DES FEMMES DE L'AN 2000

PLACÉ (PLAN DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE DU SUD-OUEST DE MONTRÉAL)

\*LA CONFÉDÉRATION DES PERSONNES HANDICAPÉES tenait à ajouter «et la couverture des coûts additionnels inhérents aux incapacités/déficiences» à la fin du dernier paragraphe de la déclaration.

## ORGANISMES LOCAUX

A.D.H.L.S. (Association pour le développement de la personne handicapée intellectuelle du Saguenay)-Chicoutimi, A.Q.D.R. - VAL-DOR, A.Q.D.R. de St-Félicien-St-Félicien, A.Q.D.R. section Jonquière - Jonquière, A.Q.E.A. - Laval, A.R.P.T.C. - Jonquière, A.S.F. inc. - Sherbrooke, Accès Cible S.M.T., Accès Loisirs Familiales Lac-St-Jean - Alma, Accès-travail Femmes - Jonquière, Accueil «Blanche-Goulet» de Gaspé, ACEF de Granby - Granby, ACEF de l'Abitibi-Témiscamingue, ACEF de l'Est - Montréal, ACEF du Grand-Portage - Rivière du Loup, ACEF du Nord de Montréal, ACEF du Sud-Ouest de Montréal - Montréal, ACEF Estrie - Estrie, Action Christ Roi - Chaudières-Appalaches, Action handicap Estrie - Sherbrooke, Action populaire du Moulin - Mascouche, Action-Autonomie, Le Collectif - Montréal, Action-Plus Farham, Action-Plus inc. - Sherbrooke, Action-Santé de Pointe-St-Charles - Montréal, ADDS Theford-Mines-Chaudières-Appalaches, AECJL - Québec, Aide arthrite du Bas-Richelieu - Montérégie, Alpha Entraide des Chutes-de-la-Chaudière - Charny, Alpha Nicolet inc. - Nicolet, Alpha-Femmes - Laverlochère, Alpha-Témis - Laverlochère, Alternative Centregens, Alternative en santé mentale l'Autre Versant inc. - Granby, Alternative pour Elle - Rouyn-Noranda, Amicale AIFA de Québec, Amicale régionale des sourds - Jonquière, ANFQ - Montréal, ANO-SEP - Montréal, Antidote Monde - Cabano, Antitube - Québec, APAJ Aide pédagogique aux adultes et aux jeunes - St-Hyacinthe, AQDR-Association Québécoise de défense de droit des retraités et des pré-retraités - Granby, ARPAL inc. - La Doré, Arceaux de l'Haricanna - Amos, Archidiocèse de Gatineau-Hull, Assaut sexuel secours inc. - Val-d'Or, Assistance aux femmes de Montréal - Montréal, Association A.B.C.S. - St-Ambrose, Association canadienne de la dystrophie musculaire - Montréal, Association canadienne pour la santé mentale - Québec, Association Canadienne pour la santé mentale de Sorel - Montérégie, Association de la Déficience Intellectuelle de la région de Sorel - Montérégie, Association de la Sclérose en plaques - Montérégie, Association de la Sclérose en plaques - Sherbrooke, Association des arthritiques Saguenay / Lac-St-Jean - Chicoutimi, Association des familles monoparentales et recomposées - La Chaudière, Association des familles monoparentales et recomposées - St-Hyacinthe, Association des femmes de carrières comté Roberval - Roberval, Association des handicapés de Desbiens, Association des locataires de HLM de l'Outaouais - Hull, Association des personnes handicapées de Charlevoix inc. - St-Hilarion, Association des personnes intéressées à l'aphasie - Québec, Association des retraités de l'enseignement du Québec secteur Haut-Richelieu - Montérégie, Association Diabète Brome Missisquoi - Montérégie, Association du Haut-Richelieu pour la Déficience Intellectuelle - Montérégie, Association entre les mains - Verdun, Association Évêl Naissance - Roberval, Association générale des étudiants -étudiantes du CEGEP de Chicoutimi - Chicoutimi, Association

La Relance - Dolbeau, Association Les Perliers - Gaspé, Association monoparentale L'Amicale de St-Anne-des-Monts, Association pour la défense des droits sociaux du Québec métropolitain-Québec, Association pour l'intégration sociale de Québec - Québec, Association pour personnes handicapées «Le Goëland» inc. - St-Félicien, Association régionale de loisir pour personnes handicapées - Chicoutimi, Association religieuse pour la promotion des femmes de l'Estrie - Estrie, Associations des diabétiques du Témiscamingue - Témiscamingue, Associations des parents d'enfants handicapés de la région de St-Hyacinthe, Atelier de récupération Saint-Joseph - Chicoutimi, Atelier du chômeur du Bas-Richelieu - Montérégie, Atelier Muse-Art - Montréal, Auberge Communautaire du sud-ouest - Montréal, Auberge de l'Amitié de Roberval - Roberval, Auberge sous mon toit - Granby, Aux quatre vents, Base de Plein Air Ville la Joie inc. - Montérégie, Bâtir son Quartier - Montréal, Bureau d'aide et d'assistance familiale Place St-Martin inc. - Laval, Bureau des ressources des assistés sociaux de Villerville - Montréal, C.A.L.A.C.S. de l'Estrie - Estrie, C.A.V.A.C. - Chicoutimi, C.L.S.C. des Prés-Bleus - St-Félicien, C.O.D.A.S. - Montréal, C.R.C. La Maison Joins-Toi - Granby, Café Jeunesse de Chicoutimi - Chicoutimi, CALACS-Laurentides - Laurentides, CAPMO - Québec, Caritas-Sherbrooke - Sherbrooke, Carrefour communautaire St-Paul - Chicoutimi, Carrefour d'aide aux nouveaux arrivants - Montréal, Carrefour d'Alimentation et de partage St-Barnabé - Montréal, Carrefour de Solidarité Internationale - Sherbrooke, Carrefour d'éducation populaire de Pointe-St-Charles, Carrefour des familles monoparentales de Charlesbourg, Carrefour des femmes d'Anjou - Montréal, Carrefour des femmes de Rosemont - Montréal, Carrefour d'initiatives populaire - Rivière-du-Loup, Carrefour Émilie de Lanoraie, Carrefour familial Hochelaga-Maisonneuve, Carrefour jeunesse-emploi du Bas-Richelieu - Montérégie, Carrefour Justice et Foi du Plateau Mont-Royal - Montréal, Carrefour Le Moutier - Longueuil, Carrefour Marguerite-Bourgeois, Carrefour Naissance-Famille - Montérégie, CASIRA - Theford-Mines, CDC du Granit - Estrie, CDDM - Montérégie, Centre «Au cœur des femmes» - St-Jean-de-Matha, Centre Alpha de Jonquière - Jonquière, Centre ARC-EN-CIELLE - St-Michel des Saints, Centre aux sources d'Argenteuil, Centre bénévolat du lac, Centre Bernard-Hamel - Abitibi-Témiscamingue, Centre Chapdelaine - Dolbeau, Centre communautaire Pro-Santé inc. - Baie-St-Paul, Centre d'accompagnement ADARA - St-Félicien, Centre d'action bénévole «L'Atelier communautaire» - St-Félicien, Centre d'action bénévole d'Iberville et de la région inc. - Centre d'aide et de prévention d'assauts sexuels - Châteauguay, Centre d'alphabétisation d'Argenteuil - Lachute, Centre d'alphabétisation populaire de Beauce - St-Georges, Centre d'Amitié autochtone de Val-d'Or inc. - Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal - Montréal, Centre d'information communautaire - St-Hyacinthe, Centre d'Accès communautaires internet de Sorel - Montérégie, Centre d'action Bénévole de Granby - Granby, Centre d'activités pour le maintien de l'équilibre RAMÉE, Centre d'apprentissage Parallèle (CAP), Centre de jeunesse renaissance inc. - Val-Bélair, Centre de F.A.M. des Moulins - Terrebonne, Centre de femme au Quatre-temps - Alma, Centre de femmes de Louiseville - Louiseville, Centre de femmes du pays de Chapdelaine, Centre de femmes du Pays M.C. - Dolbeau, Centre de femmes Marie-Dupuis - Notre-Dame-des-Pratrics, Centre de formation à l'Autogestion - Montérégie, Centre de formation sociale Marie-Gérin-Lajoie - Montréal, Centre de jour «Fou Verts» - Québec, Centre de Partage communautaire le Johannais - Montérégie, Centre de Prévention du suicide - Montérégie, Centre de référence pour les femmes de la région de l'Amiante inc., Centre de rencontre et de référence l'Escalier, Centre de rencontre le Phare, Centre de santé des femmes de l'Estrie - Estrie, Centre de soir Denise Massé, Centre des femmes de la Basse-Ville de Québec, Centre des femmes de Verdun, Centre des femmes du Plateau - Montréal, Centre des femmes du Témiscouata - Cabano, Centre des femmes du Val St-François - Estrie, Centre des femmes L'Éclaircie - La Prairie, Centre des femmes La Parolière - Sherbrooke, Centre des femmes L.E.R.I.G.E. - Abitibi-Témiscamingue, Centre des femmes O Pays (Lac-des-Aigles), Centre des femmes - Saint-Eustache, Centre d'implication libre de Laval en réadaptation sociale (CILL), Centre d'information et de documentation du Haut-Richelieu - Montérégie, Centre d'intervention Jeunesse des Maskoutains - St-Hyacinthe, Centre du Lac Pouce - Chicoutimi, Centre femmes - La Jardilée inc. - St-Jean-Port-Joli, Centre femmes aux 4 vents - Sept-Îles, Centre Jacques-Cartier - Québec, Centre justice et Foi - Montréal, Centre la Barre du Jour, Centre Le Bourg-Joie - Québec, Centre le Diapason - Mascouche, Centre l'Élan, Centre Louise Bibeau inc. - St-Hyacinthe, Centre Mot à Mot de St-Ambroise - St-Ambroise, Centre Nelligan - Roberval, Centre populaire de Roberval - Roberval, Centre Rayons de femmes - Blainville, Centre sociale de la Croix Blanche - Québec, CKIA FM Radio Basse-ville - Québec, CLSC CHSLD La Pommerai - Montérégie, CLSC de Châteauguay-Montérégie, CLSC Desjardins, Club Age d'Or St-Edmond-Vassan - Vassan, Club Ami, Club l'Âge d'Or St-Paul - Rivière-Héva, Club populaire des consommateurs - Montréal, Club Roue libre (santé mentale) - Montréal, Coalition de la petite Bourgogne / Quartier en santé - Montréal, Collectif d'action populaire Richelieu-Yamaska, Collectif de défense des droits de la Montérégie - Montérégie, Collectif de défense des droits de la Montérégie - St-Hyacinthe, Collectif de défense des droits de la Montérégie - St-Jean-sur-Richelieu - Montérégie, Collectif de plein de bon sens - New Richmond, Collectif Québécois de Conscientisation - Québec, Comité Alpha d'Albanet, Comité bénévolat - St-Élisabeth-de-Proulx - Lac-St-Jean, Comité chômage du Haut-Richelieu - Montérégie, Comité Chômage du sud-ouest de Montréal - Montréal, Comité d'action des citoyens et citoyennes de Verdun, Comité de Justice sociale - Rimouski, Comité de la condition des femmes - Syndicat de l'enseignement de Champlain - Montérégie, Comité de pastorale sociale Beloeil-St-Hilaire-Mariville, Comité de pastorale sociale du Haut-Richelieu - Montérégie, Comité de volontariat de quartier Limoilou sud inc. - Québec, Comité des bénévoles de St-Thomas Didyme - Saguenay-Lac-St-Jean, Comité des citoyens et des citoyennes du quartier St-Sauveur - Québec, Comité des malades - Normandin, Comité des malades Albalnet - Albalnet, Comité des travailleurs et travailleuses accidentés(e) de l'Estrie inc. - Sherbrooke, Comité femmes de la grande région de Châteauguay - Montérégie, Comité logement social de Châteauguay - Montérégie, Comité populaire St-Jean-Baptiste - Québec, Comité provincial des adultes fibro-kystiques - Montréal, Comité régional de la région de Québec de la FEMRQ, Comité régional de pastorale sociale - Beloeil, Comité régional d'éducation pour le développement international de Lanaudière - Joliette, Communauté AGAPE de Québec - Beauport, Communauté de la résidence Sacré-Cœur, Communauté Justice Solidarité, Compagnie de Jésus - Comité provincial des dons - Montréal, Comptoir Alimentaire de la Haute Matawinie, - St-Michel-des-Monts, Comptoir alimentaire St-Charles-de-Limoilou - Québec, Comptoir de récupération vestimentaire - Jonquière, COMSEP - Mauricie, Congrégation de Notre-Dame - Sherbrooke, Congrégation des sœurs des saints cœurs de Jésus et de Marie, Congrégation des sœurs Notre-Dame du Perpétuel Secours - Bellechasse, Congrégation Romaine de Saint-Dominique - Montréal, Conseil central des syndicats nationaux de l'Estrie-CSSN - Sherbrooke, Conseil central des syndicats nationaux de l'Outaouais, Conseil central du Bas St-Laurent-Rimouski, Conseil Central du Cœur du Québec - Trois-Rivières, Conseil central Québec - Chaudières-Appalaches, Conseil central syndicats nationaux des Laurentides - Laurentides, Conseil communautaire de Notre-Dame-de-Grâce - Montréal, Conseil communautaire Solidarité-Villerville - Montréal, Conseil de gestion Table de concertation des groupes de femmes - Jonquière, Conseil de la Fabrique et du Conseil de Pastorale de Sainte-Anne de la Pocatière - la Pocatière, Conseil des travailleurs et travailleuses de l'Estrie FTQ - Estrie, Conseil régional Montréal Métropolitain FTQ - Montréal, Contact-Richelieu-Yamaska - St-Hyacinthe, Coopérative de service Rive-Sud - Chaudières-Appalaches, Coopérative d'habitation Le Peuplier de Pointe-St-Charles-Montréal, Coopérative Solidarité en Entretien ménager du Bas-Richelieu - Montérégie, Corporation de développement communautaire de Brome Missisquoi - Montérégie, Corporation de développement communautaire du Bas-Richelieu - Montérégie, Corporation de développement communautaire du KRTR-Rivière-du-Loup, Corporation de développement Communautaire Memphrémagog - Magog, Corporation de développement économique communautaire de Sherbrooke - Estrie, Corporation des services aux personnes handicapées - Lac-St-Jean/ Saguenay, Corporation des

services Bénévoles de Transport et d'accueil la, Doré - La Doré Québec, Corporation développement communautaire Haute-Yamaska - Granby, Corporation Hébergement Autonome - St-Félicien, Corporation l'Espoir - LaSalle, CPE la Petite Marine inc. - Montérégie, CQDA (Centre québécois de la déficience auditive) - Montréal, CREAM, Cuisine Collectives du Haut Pays - Lac des Aigles, Cuisines Collectives Gaspésiennes - Gaspésie, D'Hommes à Hommes - Theford-Mines, Déprimés anonymes, Développement et Paix - Montérégie, Domaine de la Présentation - La Baie, Droits Devant - Caps Noirs, Economonie (Centre d'intervention de crise et de référence), Élan, Demain - St-Hyacinthe, En Marge 12-17 - Montréal, Entr'Elles - Montérégie, Entreprises - Jeunesse du lac Pouce - Chicoutimi, Équipe de pastorales Roberval - Ste Hedwidge - Roberval, Équipe Missionnaire de Rue - Petite-Bourgogne, Espace Châteauguay, Espace Val-d'Or, Famille Espoir - Sherbrooke, Fédération étudiante collégiale du Québec - Montréal, Fédération pour personnes handicapées du K.R.T.B. - Rivière-du-Loup, Femmes-Action situation séparation-divorce - Chicoutimi, Filles de la Sagesse - Montréal, Filles de St-Paul - Montréal, Fondation Sommeil - Montréal, Formetal - Montréal, Foyer d'apprentissage et d'autonomie sociale P.A.S. inc. - Alma, Français Missionnaires de l'Immaculée Conception - Montréal, Frères du Sacré-Cœur province d'Arthabaska - Bromptville, G.E.A.S.K. - St-Pacôme, G.L.D.D.S. - Sainte-Julienne, Garderie les Enfants de l'Avvenir - Montérégie, Gestion-Plus Saguenay - Chicoutimi, Grand Frères et Grandes Sœurs - Alma, GRAP - Alma, Grenier aux Trouvailles - Lacolle, Groupe aide action St-Honoré - St-Honoré, Groupe d'entraide le DAHLIA - Beauharnois, Groupe d'Action sociale et psychiatriques des Monts (GASP), Groupe de jeunes mères de Pointe-St-Charles, Groupe de promotion et de défense des droits en santé mentale de la région 02 - Lac-St-Jean/ Saguenay, Groupe de ressources techniques en Habitation de la région de Sorel - Montérégie, Groupe d'entraide en Toute Amitié - Berthierville, Groupe d'entraide l'Arrêt-Court, Groupe d'entraide l'Arrêt-Court - Montérégie, Groupe Image - Témiscamingue, Groupe la Licorne, Groupe Soutien St-Nazaire - Lac-St-Jean, Groupement des associations de personnes handicapées du Richelieu-Yamaska - St-Hyacinthe, GRTP - Jonquière, Halte-Soleil inc. - Montérégie, Havre de l'Hospitalité - Alma, Havre des femmes - L'Islet sur mer, Hébergement d'urgence Lanaudière - Joliette, Hébergement jeunesse «Le Tournant» - Montréal, Hébergement l'Entre-Duex, Howick United Church - Howick, Illusion-Émpty - Sherbrooke, Impact - Montréal, Inclusion - Montérégie, Info-Eveil - Matane, Information et Référence Région 02 - Alma, Inter association des personnes handicapées du Saguenay - Chicoutimi, Jeunesse Ouvrière Chrétienne de la rive-sud de Montréal - Longueuil, Jeunesse Ouvrière Chrétienne de Montréal - Montréal, Jeunesse Ouvrière Chrétienne de Québec - Montréal, Jeunesse Ouvrière Chrétienne du Lac-St-Jean - Lac-St-Jean-Saguenay, Jeunesse Ouvrière Chrétienne Gatincau-Hull - Outouais, Jeunesse Ouvrière Chrétienne région de Québec - Jonquière, Joujouxjeu Basse-Ville - Québec, Justice and Peace committee - Montréal, L.A.S.T.U.S.E. du Saguenay - Chicoutimi, L'Alliance des générations - Val-d'Or, L'Arche l'Étoile - Québec, L'Association des étudiantes et étudiants du centre Louis-Joliette - Québec, L'Aube du Bon temps - Lac-St-Jean, L'Autononomie - Québec, L'évasion St-Pie X - Québec, L'Éveil charlevoisien - Malbaie, L'Exode - Québec, L'OPTION Brome-Missisquoi - Farnham, La Bouffée d'Air du KRTR, LA CLÉ - Alma, La Chaudronnée de l'Estrie inc. - Sherbrooke, La clé de l'Alpa, La clé des mots - Laprairie, La clé sur la porte - St-Hyacinthe, La collective par et pour Elle - Le centre Femmes des Cantons - Montérégie, La Coopérative de travail Délicie, le coffret animé - Montérégie, La Gribouille, La Grande Table - Estrie, La Griffe d'Alpa - Mont-Laurier, La Jarnigoin - Montréal, La Jonction pour Elle inc. - Lévis, La Maison d'Arnaie - St-Jérôme, La Maison de transition le Gîte de Baie Comon, La Maison des jeunes «L'Énigme» - Beauport, La Maison des jeunes de Pointe-St-Charles inc. - Montréal, La Maison du cœur de Charlesbourg - Charlesbourg, La Maison du Réconfort I et II - Verdun, La Maison ISXA - Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel - Chicoutimi, La Maison la Nacelle - Nicolet, La Maison Ouverte, Charlesbourg, La Maison sous les arbres, La Marée des mots - Beauport, La Marie Debout - Montréal, La popote de la région de Bedford inc. - Bedford, La rencontre Châteauguaise - Châteauguay, La Ruche Vanier - Québec, La Société du Sacré-Cœur-Montréal, La Traversée - La Pocatière, L'Accolade Châteauguay - Châteauguay, L'Arc - en-soi - L'Arc-en-ciel, L'Ardoise du Bas-Richelieu - Montérégie, L'Arce - en-soi - Parole - Montréal, L'Autre-Maison / Centre de crise du Sud-Ouest - Montréal, L'Avant-garde en santé mentale, Joliette, Le Centre Marie-Eve - Campagnolle, Le Centre des Castors - Joliette, Le comité d'action sociale de Pointe-Calumet - Pointe Calumet, Le comité de santé inc. - St-Ludger-de-Milot, Le Comité des travailleurs et des travailleuses sans-emplois de Pointe-St-Charles - Montréal, Le Coup d'Elle inc. - St-Jean-sur-Richelieu, Le Cran, d'Arrêt - Dolbeau, Le Goëland, Le Groupe d'Actions Communautaires Santé Bénévole inc. Ferland et Boileau, Le groupe d'entraide le Dahlia, Le Marigot, Le Passant - Granby, Le Périscoppe des Besques - Trois-Pistoles, Le Petit Répét - Québec, Le Phare, Le PHARE source d'entraide - Montérégie, Le Point Commun, Le Point d'appui CAPACS - Rouyn-Noranda, Le sac à mots - Cowansville, Le service les Habitants Partagés du Saguenay - Jonquière, Le Tour de lire - Montréal, Le Tournant, Le Vaisseau d'Or inc. - L'Échelon, L'Entretois du Témiscamingue inc. - Abitibi-Témiscamingue, Les Aînés de Roberval inc. - Roberval, Les Augustines de la Miséricorde de Jésus, Monastère de Roberval - Roberval, Les clercs de St-Viateur - Outremont, Les diffusions 3 pour 1, Les familles monoparentales - St-Hyacinthe, Les gens oubliés d'Hébertville - Lac-St-Jean, Les Missionnaires d'Afrique - Estrie, Les Moniales Carmélites - Montréal, Les pommettes rouges - Bedford, Les prêtres du Sacré-Cœur - Montréal, Les services de crise de Lanaudière, Les services d'intégration Sociale Nouvel essor - Chicoutimi, Les sœurs de l'Association de la S.V. (Amos), Les Ursulines de Gaspé, Les Ursulines de Stanstead - Estrie, Ligue des droits et libertés région Saguenay / Lac-St-Jean - Jonquière, L'Œuvre de Lotbinière, Local d'info-sensibilisation en prévention du suicide - Malartic, Local Jeunes Centre-Ville Chicoutimi - Chicoutimi, L'Oursin Doré - Montérégie, Madame Prends Congé - Montréal, Magasin Partage - Montréal, Maison alternative de développement humain (MADH), Maison d'accueil La Traversée - Joliette, Maison d'aide et d'hébergement l'Accalmie (Cap-aux-Meules), Maison d'aide et d'hébergement l'Œre de Pabos, Maison d'aide Villa St-Léonard-de-Portneuf - Portneuf, Maison d'hébergement «L'Évolée», Maison d'hébergement «Le Nid inc.» - Val-d'Or, Maison d'hébergement jeunesse - Roland Gauvreau, Maison d'hébergement l'Équinoxe - Ville-Marie, Maison d'hébergement l'Ombre-Elle - St-Agathe-des-Monts, Maison d'hébergement la Re-Source - Châteauguay, Maison d'intégration Norlac inc. - Dolbeau, Maison de Convivence Trois-Rivières, Maison de jeunes C.A.P. Accueil Jeunesse - Lac-St-Jean, Maison de jeunes l'Évode - Lac-St-Thomas-Didyme - Lac-St-Jean, Maison de l'Amitié de Hull, Maison de la Famille Berthier - Berthierville, Maison de la Famille de Sherbrooke - Estrie, Maison de la famille du bassin Maskinongé, Maison de quartier - Jonquière, Maison de quartier - Villerville - Montréal, Maison de quartier de Jonquière - Jonquière, Maison des femmes de Rimouski, Rimouski, Maison des jeunes - St-Honoré, Maison des jeunes «Le Pentagone» - Normandin, Maison des jeunes Alouan - Falardeau, Maison des jeunes Cabano - Cabano, Maison des jeunes de Jonquière - Jonquière, Maison des jeunes de la Baie inc. - La Baie, Maison des jeunes de Sorel - Montérégie, Maison des jeunes l'Intégrale - Charlesbourg, Maison des jeunes Métabetchouan, Maison des jeunes Point de mire inc. Verdun, Maison des Jeunes Shipshan - Shipshan, Maison d'hébergement pour Elles - Granby, Maison Habti-Action - Drummondville, Maison Halte Secours

- Dolbeau, Maison Kinsmen Marie-Rollet - Ste-Foy, Maison la Margelle - Montérégie, Maison La Source - Montérégie, Maison Le Baluchon - St-Hyacinthe, Maison Le Passeur inc. - Montérégie, Maison Robert - Châteauguay, Maison Saint-Jacques, Maison sous les arbres - Châteauguay, Maisonnette des Parents - Montréal, MEPAC Saguenay-Lac-St-Jean - Jonquière, MIREPI (Maison d'hébergement inc. - Portneuf, Mission communautaire de Montréal - Montréal, Mission St-Pierre et Paul - Montréal, Moisson Estrie - Estrie, Mouvement des personnes d'Abord de Lachute - Lachute, Mouvement des personnes d'Abord du Québec Métropolitain-Québec, Mouvement des sans emploi de Lotbinière - St-Flavien, Mouvement des travailleuses et des travailleurs chrétiens - Montréal, Mouvement d'Étudiant-e-s Chrétien-ne-s du Québec, Montréal, MTC de Châteauguay, MTC de Montréal, MTC Ste-Cunégonde - Montréal, Multi-Services Albalnet, NDI Anti-Poverty Group - Montréal, O.M.H. Roberval-Roberval, ODAS - Montréal, Office de la Pastorale sociale - Archevêché de Montréal, Office diocésain des milieux de vie (secteur social) - Diocèse de Québec, Office diocésain des religieux et des religieuses de Sherbrooke - Estrie, Office municipal d'habitation de Châteauguay, Ordre Hospitalier de St-Jean de Dieu - Montréal, P.A.C.E. - Montréal, P.O.P.I.R. (Comité Logement) - Montréal, P.S. Jeunesse inc. - Châteauguay, Parechoc de Limoilou - Québec, Paroisse N.D. de Protection - Estrie, Paroisse Saint-Henri - Montréal, Paroisse St-Irène - Montréal, Parrainage civique région Maskoutaine - St-Hyacinthe, Passages - Montréal, Pastorale sociale du diocèse de Gaspé - Gaspésie, Pause Parents-Enfants de Verdun inc. - Verdun, Personnes handicapées en action de la Rive-Sud - Chaudières-Appalaches, Personnes handicapées en action de la Rive-Sud - Chaudières-Appalaches, Petites sœurs de Jésus - Montréal, Pi-après, Plan Nagua - Québec, Popote roulante - Val-d'Or, Pouvoir des mots - Gaspé, Prise 11, Projet - Suivi communautaire "La Salle, Projet PAL, Projet PAL - Verdun, Projet suivi communautaire, Promotion handicap Sherbrooke - Estrie, Promotion-information-intégration sociale nouvelle (PROMIS) - Montréal, Province de la Ste-Famille des servantes du St-C de Marie - Estrie, Province Ville-Marie des sœurs grises - Montréal, Psychoson, R.A.N.G. - Granby, R.A.S.J.M. - Joliette, R.E.P.A.S. - Abitibi-Témiscamingue, R.I.A.P.A.S. de Châteauguay - Châteauguay, R.O.S.E. du Nord-Québec, Référence jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue, Regroupement entraide pour la Mère et ses enfants - Bedford, Regroupement de transport adapté de Lanaudière - Joliette, Regroupement d'éducation populaire Abitibi-Témiscamingue - Abitibi-Témiscamingue, Regroupement des assistés sociaux du Bas-Richelieu - Montérégie, Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Abitibi-Témiscamingue - Abitibi-Témiscamingue, Regroupement des Associations de personnes handicapées, région Chaudière - Appalaches, Regroupement des aveugles et ambylopes Montréal Métropolitain - Montréal, Regroupement des organismes de personnes handicapées du Bas-du-Fluve, Regroupement des organismes de promotion de personnes handicapées de Laval - Laval, Regroupement des organismes de Promotion du Montréal-métropolitain - Montréal, Regroupement des services de garde sans but lucratif - Saguenay / Lac-St-Jean, Regroupement des usagers du transport adapté de Sherbrooke Métropolitain - Sherbrooke, Regroupement information logement - Montréal, Regroupement Lact-O-Bébé - Chicoutimi, Regroupement pour la santé des aînés du vieux Sorel - Montérégie, Relais d'Espérance - Québec, Relais La Chaumie - Québec, Relax-Action, RELAPC 03-12, RePAs de Granby - Granby, RES du Témiscamingue, Réseau d'entraide Amiante - Theford-Mines, Réseau d'entraide de Verdun - Montréal, Réseau des femmes des Laurentides - Laurentides, Réseau Salut! le monde - Montréal, RESO Regroupement pour la relance économique sociale du Sud-Ouest - Montréal, Ressource de transition, Ressources-Naissances - Mère-Contact - Chaudières-Appalaches, ROC de l'Estrie - Sherbrooke, ROCL-Laurentides, ROC-Rouyn-Noranda - Abitibi-Témiscamingue, ROPH Centre du Québec-Québec, S.B.E.C. - Dolbeau, Sentier nouveau inc. Pavillon Mamicougan - Jonquière, Service alimentaire à la Recette - Chicoutimi, Service Animation jeunesse - Montréal, Service budgétaire et communautaire d'Alma, Service budgétaire et communautaire de Jonquière, Service budgétaire Populaire - Sherbrooke, Service budgétaire Populaire de St-Félicien inc. - St-Félicien, Service d'accompagnement la Nichee - Alma, Service d'aide en toxico - Roberval, Service d'entraide familiale - Val-d'Or, Service d'entraide l'Espoir - Loretteville, Service d'entraide La Cigogne - Alma, Service d'entraide, Regroupement et Solidarité - Centre d'action bénévole - Lévis, Service de la pastorale sociale du diocèse de Sherbrooke, Service d'entraide de Breakeyville, Breakeyville, Service d'entraide de Chamy - Chaudière-Appalaches, Service d'hébergement St-Denis - Montréal, Services juridiques communautaires de Pointe-St-Charles - Montréal, Société Alzheimer de la Sagamie - Alma, Société de Saint-Vincent de Paul - Lévis, Société québécoise de l'Autisme - Montréal, Sœurs de la Charité de St-Louis - Québec, Sœurs de la Ste-Famille - Québec, Sœurs de Miséricorde - Montréal, Sœurs de Notre-Dame du Perpétuel Secours - Saint-Damien, Sœurs de St-François d'Assise - Montréal, Sœurs Marie Réparatrice - Outremont, Sœurs Missionnaires du St-Esprit - Montréal, Sœurs Notre du Bon-Conseil de Roberval - Roberval, Sœurs Présentation de Marie (121 sœurs) - Montréal, Sœurs Servantes du Saint-Cœur de Marie - Montréal, Sœurs Ste-Christienne - Québec, Solidarité alternative en santé mentale, Solidarité alternative en santé mentale - Montréal, Solidarité Quart Monde - Estrie, Solidarité St-Henri, Solidarité-Populaire Richelieu-Yamaska - St-Hyacinthe, SOS Emploi Memphrémagog - Estrie, Sourire sans faim - Châteauguay, St-Columba House - Montréal, Stella - Montréal, Syndicat de l'enseignement des Moulins - Lachenaie, Syndicat de l'enseignement Richelieu-Yamaska, Syndicat de la fonction publique - Drummondville, Syndicat de l'enseignement de Champlain section south des Patriotes - Montérégie, Syndicat de l'enseignement de l'Estrie - Estrie, Syndicat des avocats et des avocates des services juridiques communautaires de Pie-St-Charles-Montréal, Syndicat des employés (e)s d'hôpitaux de Val d'Or - Abitibi-Témiscamingue, Syndicat des professionnels de la santé et des services sociaux (CSN) - CLSC Charlevoix, Syndicat des professionnels et professionnelles des services sociaux de l'Outaouais - Outaouais, Syndicat des travailleurs de la scierie Bearn CSN, Syndicat des travailleurs de Normick Perron inc. Division Sennetterre - Abitibi-Témiscamingue, Syndicat des travailleurs et des travailleuses de la Clinique de Pie-St-Charles - Sherbrooke, Syndicat du personnel enseignant du collège de Sherbrooke - Sherbrooke, Syndicat national des employés du foyer de l'Age d'Or inc. - La Sarre, Table de la Dignité - Montérégie, Tandem-Jeunesse inc. - la Pocatière, Taxibus - Montérégie, Tel-Aide - Jonquière, Toujours Ensemble Inc. - Verdun, Transition pour Elle - Charley, Transport adapté de Charlevoix Ouest - Baie-St-Paul, Trinity United Church - Montréal, Unité Domrémy de Sorel inc. - Montérégie, Urgence-Femmes, Cabano, Welfare Rights committee, YMCA - Pie-St-Charles, YWCA de Québec

**pauvreté zéro!**

**FCPASQ**  
(Front Commun des Personnes Assistées Sociales du Québec) et **OSE-RM** (Organisation des Sans-Emploi Région de Montréal)

## É D I T O R I A L

Nous sommes tous  
des pure-laine

**L**a série publiée cet été par *Le Devoir* sur la nation québécoise a montré à quel point les termes du débat ont évolué depuis 20 à 30 ans. La notion de pluralisme culturel est devenue centrale. Elle est également un facteur de dissension, comme on a pu l'observer dans les réactions de nos lecteurs et lors du colloque tenu le 8 octobre à l'Université McGill. Mais ces dissensions, au-delà de la théorie, sont-elles si profondes?

Lors de ce colloque organisé avec le Programme d'études sur le Québec de l'Université McGill et la collaboration de plusieurs partenaires, le philosophe Charles Taylor a posé une question essentielle. Que voulons-nous? «Vaut-on un «nous» ne comprenant que les francophones de souche ou un «nous» inclusif?» La question posée dans les termes du débat linguistique se traduit dans la bouche de M. Taylor comme ceci: «Vaut-on garder la langue française ou veut-on préserver une majorité de francophones pure laine?»

La réponse est venue d'un autre philosophe, vivant à Shawinigan et enseignant à Trois-Rivières, Serge Cantin, qui s'est présenté comme un dissident de l'approche nationaliste pluraliste car, disait-il, elle exigerait en quelque sorte que nous renoncions par altruisme au néo-nationalisme hérité des années 1960. Pourtant, a-t-il ajouté: «Je favorise un «nous» inclusif qui est prêt à accueillir les autres, mais à condition de ne pas renoncer à ce que nous sommes.»

Les deux approches ne sont pourtant pas si incompatibles dans la réalité. D'ailleurs, et assez ironiquement, c'est une Québécoise d'origine latino-américaine qui est venue l'exprimer au micro réservé au public d'une manière tellement simple à la toute fin du colloque. Elle est venue dire bravo à Serge Cantin en lui rappelant, et en rappelant à tous, que si les Québécois dont les origines remontent à la Nouvelle-France, si nous renoncions à être ce que nous sommes, nous cesserions d'être un peuple intéressant aux yeux des étrangers qui veulent adopter le Québec comme leur nouvelle patrie.

En somme, et comme nous l'avons d'ailleurs déjà exprimé en cette page, pour qu'un étranger s'établissant chez nous soit à l'aise, n'est-il pas d'abord nécessaire qu'il sente que la majorité s'assume telle qu'elle est, qu'elle assume son identité et ses origines, son histoire, avec suffisamment de confiance pour laisser s'épanouir au sein de la communauté des identités différentes?



Michel Venne

## LES PETITS GARS ET L'ÉCOLE...



## LETTRES

## Le français pour tous

Sur quelle planète vit Charles Taylor? Depuis un quart de siècle, le Québec répond chaque jour à la question qu'il a posée au Colloque du *Devoir* sur la nation (*Le Devoir*, 9 octobre 1999). Notre grand philosophe nous dit que la question est de savoir «si on veut garder le français comme langue publique commune ou si on veut que les francophones de souche demeurent majoritaires». Il me semble que depuis la loi 22 de 1974, et a fortiori depuis la loi 101 de 1977, le Québec a montré éloquentement qu'il voulait partager sa langue avec tous, en particulier avec les enfants immigrés tenus de faire leurs études en français. Ce sont ceux qui s'attaquent à ce fleuron de la loi 101 qui veulent limiter le français à un groupe qu'ils qualifient d'«ethniques», «de souche» ou de «pure laine», plutôt que les francophones eux-mêmes.

Michel Paillé  
Démographe

## Desmauxcratie

À la suite de l'ultimatum envoyé au gouvernement du Québec par le Mouvement pour le Droit à l'Éducation et au mutisme qui caractérise ce même gouvernement, près de 400 étudiants du niveau collégial et universitaire ont manifesté et exprimé leur rogne pacifique envers les problèmes criants et toujours croissants du système de l'éducation. Toute cette histoire aurait dû en rester là, comme il en advient habituellement avec les manifestants de chaque secteur revendiquant leur part, mais cela s'est passé tout autrement. À la fin de la manifestation, alors que les étudiants se dispersaient et se préparaient à rentrer, l'escouade anti-émeute de la police a fait irruption et a abusivement encerclé des manifestants ressemblant plutôt à des individus discutant normalement, désireux de retourner à la maison, qu'à des terroristes aux desseins malveillants. Dans un climat de brutalité et de violence de la part des policiers, 18 étudiants ont été arrêtés, menotés et mis en prison. Ils devront comparaître

en cour et répondre à deux chefs d'accusation plutôt flous soient «Attroupement illégal» et «Troubler la paix».

Ici, c'est en faisant appel au bon sens de chacun et de chacune que je pose ces questions. Est-il normal d'avoir affaire avec «l'Ordre» pour un regroupement passif? Qui donc décide qui est coupable et qui ne l'est pas, de dénoncer un système d'éducation pourri jusqu'à l'os? Qui a le droit de brimer les étudiants et leurs manifestations, un de leurs rares moyens de se faire entendre tout haut par le reste de la société? Qu'en est-il dans notre «beau» pays démocratique où les trois principes de base sont supposément la liberté, l'égalité et la fraternité, du droit de parole des étudiants. Nous savons tous que la couverture médiatique faite sur les manifestations étudiantes n'est jamais objective et que, au quotidien, dans les journaux, à la radio ou à la télé, la parole est rarement prise par les jeunes, et si elle l'est, c'est souvent par ceux qui n'ont pas les mots pour discuter. Les médias et les manifestations sont pratiquement nos seuls moyens d'expression à nous les jeunes alors je prends la parole au nom d'une génération et je dis que nous avons des droits. Nous avons droit à un système d'éducation décent, fonctionnel et accessible à tous donc, à prix modique. Nous avons droit à un enseignement de qualité et cela passe entre autre par la diminution du ratio enseignants/élèves, au refinancement des bibliothèques des cégeps, à l'élimination de l'élitisme qu'engendrerait les bourses du millénaire et ce, sans privatiser l'éducation. Si nous ne voulons pas être des êtres robotisés, conformistes et individualistes obéissant au doigt et à l'œil des «hommes d'affaires-détenteur du savoir» et des «débatteurs-gouverneurs», nous nous devons de recevoir de l'information, des connaissances et du savoir objectif et accessible à tous, de façon à mieux développer nos esprits critiques, à acquérir une autonomie et une liberté et ainsi faire un pas en avant vers une véritable démocratie.

Laurence Bergeron Michaud  
Montréal

## Des enfants, malgré tout

À la suite du meurtre crapuleux commis par cinq jeunes âgés de 13 à 15 ans sur une vieille dame octogénaire à Chambly, le 27 septembre, les médias n'ont pas cessé de nous faire voir qu'il s'agit encore une fois d'une occasion de constater que notre loi régissant les crimes commis par des jeunes n'est pas assez sévère, et surtout, que la peine au sens de pénitence n'est pas assez importante pour décourager les jeunes de commettre des crimes. Pourtant, il est prouvé que dans les États américains où la peine de mort est encore en vigueur, les meurtres augmentent plutôt que de diminuer.

Cet événement est une occasion en or pour les tenants du durcissement de la loi sur les jeunes contrevenants qui puissent leurs arguments à même le discours des tenants pour la peine de mort. Le traitement de toute cette affaire nous fait oublier que celui qui commet le crime est aussi un être humain qui souffre et dans ce cas-ci on oublie que ce sont des enfants. Le représentant de la justice, le procureur de la couronne, a demandé que les jeunes soient référés devant le tribunal pour adultes. Cela devrait calmer les bons et loyaux citoyens en donnant l'impression que notre système est juste. Mais ce qu'il y a de plus grave encore c'est que ça signifie en sourdine, qu'il n'y a plus rien à faire avec ces jeunes, et que notre loi sur les jeunes contrevenants n'est pas suffisamment efficace pour s'occuper des jeunes s'ils commettent des crimes graves. Ils ont tué une vieille dame à coup de couteau, c'est affreux, mais ce sont quand même des enfants. Les transférer au système de justice pour adultes c'est baisser les bras et constater que nous ne pouvons plus rien pour eux. Tenez vous bien, nous entendrons bientôt: «Autant les condamner à mort tant qu'à faire, ça coûterait moins cher à l'État.»

Christiane Houle  
Intervenante auprès de jeunes  
Mère et grand-mère  
Montréal

## LIBRE OPINION

## Rapport Arpin: plus de questions que de réponses

LEE SODERSTROM

Professeur agrégé au département de sciences économiques de l'Université McGill

**M**algré le fait que le rapport Arpin, émis dernièrement, recommande l'augmentation du rôle du secteur privé dans notre système de santé, ce rapport n'est qu'une liste des possibilités suggérées par des regroupements divers. À l'encontre des rapports importants sur le système de santé émis dans le passé, le rapport Arpin offre peu d'analyse des possibilités mentionnées. Il recommande des cliniques privées et l'augmentation des services privés à domicile, mais dit peu au sujet des effets, positifs ou négatifs, de ces deux recommandations. De plus, le rapport ne fait aucune référence aux nombreuses études sur les effets réels des projets de privatisation. Il recommande des tickets modérateurs, mais ne fait aucune référence à la recherche qui indique que ces tickets pourraient avoir des effets néfastes sur la santé.

Il y a un autre problème: le rapport offre peu de conseils en ce qui concerne l'avenue de la privatisation. Bien que quelques recommandations du rapport puissent être attirantes, beaucoup de gens craignent, avec raison, que leur adoption nous amène inévitablement vers un système de santé à deux vitesses. Le rapport Arpin n'apaisera pas leurs peurs. Il ne contient aucune analyse en profondeur des facteurs qui doivent déterminer l'équilibre approprié entre l'implication publique et privée. Le rapport n'offre qu'une longue description des rôles actuels des secteurs privés et publics.

Prenez un exemple: quels sont les facteurs qui devraient déterminer le rôle de chaque secteur dans le financement des médicaments? Le groupe Arpin se dit bien impressionné par l'implication

conjointe des secteurs publics et privés dans notre régime d'assurance-médicaments. Il accepte le principe que le financement de médicaments devrait différer du financement des services hospitaliers et médicaux. Mais les médicaments et les services chirurgicaux sont, tous les deux, essentiels pour les soins de santé à point. Pourquoi financer ces services différemment? Le rapport ne donne aucune réponse à cette question, autre qu'une observation que nous finançons actuellement ces services de cette manière. [...]

Premièrement, le rapport ne dit mot sur le fait que la privatisation n'est pas une panacée pour les problèmes de notre système de santé. Quelques exemples: on prétend que les coûts des soins de santé pourraient être diminués par une plus grande utilisation des services administratifs privés, l'hébergement privé des personnes âgées, les laboratoires privés, etc. Mais rien n'indique que les entrepreneurs privés qui offrent des services de la même qualité ont toujours des coûts plus bas. La meilleure illustration de cela provient du milieu hospitalier. Aux États-Unis, les hôpitaux à but lucratif ont les mêmes coûts que les hôpitaux sans but lucratif, et ils offrent la même qualité de soins.

Les partisans des cliniques privées prétendent qu'elles améliorent l'accès aux services. Des gens peuvent y recevoir des soins plus rapidement, mais ces cliniques pourraient faire augmenter les attentes dans les hôpitaux publics. Les médecins qui travaillent dans ces cliniques fournissent aussi les services dans les hôpitaux publics. Parce qu'ils gagnent plus en travaillant aux cliniques, ils ont tendance à y passer plus de temps et à limiter leur temps dans les hôpitaux. L'expérience manitoibaine de cliniques privées pour les cataractes porte à penser que les cliniques privées ne dimi-

nueraient pas nécessairement l'attente dans le secteur public.

Le groupe Arpin recommande une augmentation du financement privé en santé. Mais, quand les patients doivent payer pour des services, ils peuvent en fin de compte être forcés d'y renoncer, comme nous l'indiquent plusieurs recherches sur le sujet. Actuellement notre régime d'assurance-médicaments exige que les personnes âgées et les prestataires de sécurité du revenu paient des tickets modérateurs pour leurs médicaments. L'évaluation récente du régime a trouvé que cette exigence a des effets néfastes sur la santé de quelques-uns. De plus, les frais d'administration sont plus élevés lorsque les services sont financés par une panoplie d'assureurs privés et publics plutôt que par un plan public universel. Pour cette raison, les coûts administratifs *per capita* pour les soins hospitaliers et médicaux sont au moins trois fois plus élevés aux États-Unis qu'au Canada. Ainsi les coûts de notre régime d'assurance-médicaments pourraient être réduits si nous remplaçons l'assurance privée par le financement public.

Le groupe Arpin recommande qu'on se fie davantage au secteur privé pour faciliter l'accès à la technologie avancée et dispendieuse. Mais faire cela pourrait créer beaucoup de problèmes, au moins autant que ceux qui s'en trouveraient résolus. Il existe une documentation approfondie démontrant que l'implication du secteur privé amènera à une surutilisation de services de haute technologie. Aux États-Unis, des chercheurs ont trouvé que, lorsque les médecins sont propriétaires de leurs propres cliniques privées, leurs patients utilisent trop de services de ces cliniques (services de rayon-x, physiothérapie, radiothérapie, laboratoire, imagerie de résonance magnétique, etc.) [...]

## IDÉES

La grossesse à l'adolescence

## Une volonté de réconciliation avec la génération précédente

Observatoire  
Jeunes et SociétéJOHANNE CHARBONNEAU  
INRS Urbanisation et  
Centres jeunesse de la Montérégie  
Observatoire Jeunes et Société  
INRS-Culture et Société

« O ui, je le garde! Une petite phrase toute simple qui viendra bousculer la vie tranquille de bien des familles cette année encore. C'est l'affirmation pleine d'assurance de nombreuses adolescentes qui choisiront de garder l'enfant dont elles sont «tombées» enceintes. Sont-elles si nombreuses d'abord? Selon les statistiques, une adolescente sur douze (presque sur onze) devient enceinte avant d'avoir franchi son dix-huitième anniversaire. Au début des années quatre-vingt, c'était une sur dix-sept. Avant le vingtième anniversaire, le risque de grossesse atteint plus du quart des jeunes filles. Mais elles sont de plus en plus nombreuses à choisir l'avortement. Si le taux d'interruption volontaire a plus que doublé entre 1980 et 1995 chez les adolescentes de 15 à 19 ans, celles-ci ont quand même donné naissance à 4100 jolis poupons roses au Québec en 1995. Alors qu'on décrit si souvent l'adolescence comme une période pas toujours facile, pourquoi tant de jeunes filles choisissent-elles en plus d'y ajouter une telle responsabilité?

## Retourner à l'enfance

Il faut retourner un peu en arrière pour comprendre ce qui se passe. L'enfance de ces jeunes femmes a souvent été toute une aventure: rupture conjugale des parents, cohabitation pas toujours choisie avec l'un des deux parents, arrivée d'un ou de plusieurs conjoints successifs du parent avec qui il faut apprendre à partager une nouvelle vie quotidienne, conflits et déménagements fréquents, perte des amis, approvisionnement de nouveaux lieux scolaires. Si certaines adolescentes ont coulé des jours un peu plus tranquilles, d'autres ont aussi connu des épreuves extrêmes: maltraitance, abandon, succession de familles d'accueil, sous-fond d'échec scolaire. Alors, si on effaçait tout ça et si on recommençait?

C'est un peu ce que ces jeunes filles vont se dire lorsque, dans l'insouciance d'une relation sexuelle de plus en plus précoce, mais souvent pas tellement bien protégée, elles se réveillent enceintes un bon matin. Là, une autre aventure commence. Une période d'incertitude d'abord, à laquelle plus de la moitié va mettre fin par le biais d'un avortement. Chez les autres, le choix de garder l'enfant sera de plus en plus résolu, souvent renforcé par le soutien de leur propre mère qui promet gîte et couvert, sans toujours penser qu'il faudra bien que leur fille vole de ses propres ailes un jour. Mais c'est aussi souvent seules, en revendiquant le droit de prendre une décision qui ne concernerait qu'elles-mêmes, que les jeunes femmes choisiront de garder l'enfant. Seules, aussi, parce que le père de cet enfant à naître est encore loin de revendiquer de son côté le droit à l'exercice de la paternité comme ses aînés le font depuis quelques années. Les conjoints de ces futures mères adolescentes ont au contraire tendance à disparaître du décor assez rapidement, même parfois avant d'avoir été informés de la grossesse de leur «blonde». On est bien loin des mariages forcés par les parents d'il y a quelques décennies...

Les années qui viendront ne seront pourtant pas roses pour les jeunes mères: l'abandon scolaire, le faible niveau de scolarité et de qualification professionnelle, un fort taux de dépendance à l'aide sociale, des conditions de vie très modestes sont des caractéristiques qui décrivent assez justement la situation de la plupart d'entre elles, auxquelles il faut ajouter parfois une succession de conjoints et des épisodes de monoparentalité. Ces conditions font aussi en sorte qu'elles résident généralement dans des zones défavorisées et qu'elles déménagent très souvent. Mais si ces faits sont bien connus, les jeunes femmes les ignorent-elles au moment de choisir de garder leur enfant?

## Changer le regard?

Pour comprendre leur décision, il faut changer le regard posé sur la maternité adolescente et percevoir l'appel de ces futures mères à la reconnaissance et à l'appartenance, familiales et sociales; celui de l'appel à la continuité, au milieu des conflits. L'arrivée d'un enfant est un événement mobilisateur dans toute famille. Cette mobilisation est facile à observer à travers l'abandon des cadeaux qui proviennent même de membres de la parenté qu'on n'a pas vus depuis des années. Si la parenté se

sent interpellée, c'est aussi parce que l'événement constitue en soi une relance de la suite des générations.

L'enfant, c'est souvent le cadeau à la famille offert comme retour pour sa propre naissance. Ici on a parfois l'impression que l'arrivée de l'enfant est un cadeau que la jeune femme s'offre en remplacement de l'affection qu'elle n'a pas reçue. Mais l'arrivée de cet enfant, c'est aussi une volonté de recréer le lien manqué, qui pourrait conduire à la réconciliation avec la génération précédente. Dans les familles où les conflits familiaux sont fréquents dans l'enfance et au début de l'adolescence, on observe souvent une sorte de «lune de miel» durant la grossesse, mais surtout dans les premiers mois qui suivent la naissance de l'enfant.

L'annonce de la grossesse et celle du choix de garder l'enfant conduisent à un rapprochement entre la jeune femme et ses parents, en particulier avec sa mère. La naissance d'un nouveau-né sera donc un événement susceptible de provoquer un rapprochement intergénérationnel propice à l'expression de la solidarité entre les parents et les enfants.

## Contexte d'échec scolaire

Plus largement, il ne faut pas oublier non plus que la grossesse accidentelle surgit fréquemment dans un contexte d'échec scolaire. Le choix de garder l'enfant à naître peut aussi être lu comme une volonté d'engagement à long terme et comme un appel à la reconnaissance sociale. Être parent est un statut valorisant et valorisé socialement. Nombreuses sont celles qui ont eu d'autres enfants par la suite.

Cette lecture ne doit pas nous faire oublier que ces jeunes femmes et leur famille vivent dans des conditions très difficiles, pour la plupart. L'expérience de la maternité adolescente met en évidence les contradictions inhérentes à l'évolution rapide des idées et des mœurs des dernières décennies.

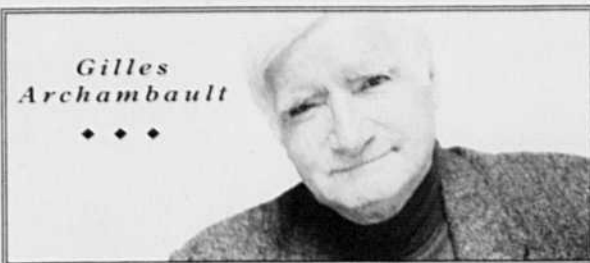
Quand la dépendance à l'aide sociale est perçue comme un moyen de s'émanciper de ses parents, quand la valorisation extrême de l'autonomie constitue un obstacle à la fois à la responsabilisation des adolescents à l'égard des conséquences de leur comportement insouciant et à l'expression de l'entraide familiale, il est probable que le résultat en soit un isolement social marqué: isolement tout sera difficile de s'extraire avec les années, isolement qui appelle la marginalité, et dont risquent de souffrir de jeunes enfants, même avec toute l'affection que peut leur offrir leur mère.

L'Observatoire jeunes et société de l'INRS-Culture et Société a comme objectif de produire, recueillir et diffuser de la recherche sur les jeunes. Nous ouvrons nos pages à ses collaborateurs chaque lundi.



Être parent est un statut valorisant et valorisé socialement.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR



## Plus c'est sale...

Plus très loin de chez moi, on a érigé il y a peu un abribus. Personne ne prétendra qu'une aubette est un élément architectural d'une grande pureté. Mais enfin un refuge de cette nature est plus qu'utile en temps de pluie et de neige.

Pourquoi a-t-il fallu qu'à peine quelques semaines plus tard ses parois soient maculées d'inscriptions indéchiffrables? Un artiste (?) muni d'une bombe de peinture s'est exprimé, rendant hideux ce qui n'était que banal.

Combien de temps encore pour que l'on se mette à scotcher des avis de ventes de garage, des offres de travail à domicile et des invitations à une quelconque fête patronale? Après tout n'en est-il pas ainsi un peu partout dans la ville? Chaque poteau, chacune des boîtes de Postes Canada devient tableau d'affichage.

Il se trouve des gens pour approuver ce genre de pratique. Je ne suis pas des leurs. Il me semble que la vie urbaine est suffisamment entachée de laidur sans que l'on ajoute au spectacle de la désolation.

De même n'ai-je jamais compris que l'on n'oblige pas les McDonald's et autres pourvoyeurs de cochonneries instantanées à contribuer financièrement au nettoyage des rues. N'est-ce pas leurs cartons d'emballage, leurs gobelets de carton que l'on trouve le long des trottoirs? Que fait un ingurgiteur (néologisme inquiétant) de Big Mac pressé? Il abandonne où il peut les preuves de son crime. S'il avait du goût, il ne mangerait pas de cette saloperie. S'il avait une conscience sociale, il n'irait pas encourager des négriers spécialistes du salaire minimum et anti-syndicalistes avec autant de conviction que l'on est anticiste.

## Des exemples à ne pas suivre

Je ne suis pas sûr du tout qu'au Québec ou à Montréal on se conduise plus mal au chapitre du civisme qu'ailleurs au monde. Je penserais même qu'il est temps que nous cessions de nous comparer à ce qu'il y a de plus blâmable dans les autres sociétés pour nous hausser du col.

Que certains couloirs du métro de Paris puent l'urine ou que plusieurs stations du tube londonien ressemblent à des hangars désaffectés n'exuse en rien l'état de malpropreté des voitures de notre métro en fin de soirée.

Le sol n'y est jamais libre de détritus. On a laissé des papiers gras, des cantines à peine débarrassées, des journaux qu'en règle générale on n'a pas payés, Voir, Ici, Hour, etc. Comme si de ne pas avoir eu à déboursier pour acquérir un canard vous interdisait de la conserver... ou d'en disposer de façon civilisée.

Déposer à la sortie du wagon journal et trognons dans les poubelles prévues à cet effet? Vous n'y pensez pas. Quand à seize ans on met ses pieds sur la banquette on n'a pas cette énergie. Alors la boîte de jus ou la canette de Sprite qu'on n'a pas toujours terminée, on la dépose par terre. Au premier mouvement un peu brusque de la rame, son contenu se répandra. Agréable spectacle pour les voyageurs qui viendront après.

## Le métro n'est pas une cafétéria

J'ai employé plus haut l'exemple d'une jeune personne. Il ne faut pas en déduire que les adultes et les vieillards ont une conduite irréprochable. Eux aussi confondent transport public et restauration. J'ai vu l'autre jour un quadragénaire manger à même un plat de Tupperware une sorte de goulache malodorante dont je n'aurais pas voulu même après un jeûne de 40 jours. Le métro n'est pourtant pas une cafétéria. On a parfois l'impression de faire partie d'une population boulimique qui n'a de cesse qu'elle n'ait dévoré du chocolat ou des chips, avalé Coke et Pepsi, chaque fois qu'elle franchit plus de huit stations de métro.

Et surtout cette indifférence pour la propreté. Se dit-on que quelqu'un d'autre le fera à sa place? Que d'agir ainsi procure de l'emploi à des préposés au nettoyage des stations?

Je ne sais pas. J'estimerai plutôt qu'on se préoccupe de soi avant tout. Un emballage de crème glacée abandonné sur une banquette? Tant pis pour le prochain passager. Pas vu pas pris.

On s'est gaussé de la campagne mise sur pied par les autorités municipales de Montréal au sujet de la collecte des ordures ménagères. Par certains côtés, on n'avait pas tort. Les inspecteurs chargés de veiller à l'application du règlement et qui pourront ouvrir les sacs d'ordures, tout cela prête à rire. Pour que l'ordonnance soit respectée, ce n'est pas 30 inspecteurs qu'il faudrait, mais 2000. Personne ne souhaite qu'on dérive ainsi dans l'outrance policière.

## L'incivisme fait florès

Mais il suffit de se promener dans les rues de la ville les soirs de collecte des ordures pour se rendre compte à quel point l'incivisme fait florès à Montréal. Des amoncellements de petits sacs souvent mal ficelés ou éventrés, des objets hétéroclites qui vont du tube de néon au matelas ou à la chaise bancale. Que les éboueurs se débrouillent! Après tout, ne sont-ils pas payés pour ça? Semble-t-on se dire à la ronde, sans se demander un seul instant si l'on accepterait de faire ce travail?

Par certains aspects, nos contemporains frayent avec la poltronnerie avec une constance hors de pair. Ils demandent à l'Etat ou aux autres de régler leurs problèmes sans songer un seul instant qu'ils détiennent eux-mêmes une partie de la solution. N'a-t-on pas vu à la télévision (toujours elle) une citoyenne catastrophée à la perspective de faire emplette de sacs verts? Ce n'est pas tellement cette personne que je blâme, il est probable que son budget soit serré, mais l'auteur du reportage pressé de faire acte de populisme.

## Le mythe du fédéralisme renouvelé est mort

Les Québécois doivent choisir entre deux nationalismes canadiens, de souche québécoise

MAX NEMNI

Professeur en science politique  
Université Laval  
Codirecteur de Cité libre

Dans ce texte, je me propose de mettre en relief le fait ignoré que les deux grands courants nationalistes du Canada sont nés au Québec.

C'est le 9 août 1948, dans *Le Refus global*, que naît le premier appel à la libération des Québécois du joug de leurs élites. Il est suivi, en 1949, par la grève de l'amiante qui amorce la fin de l'emprise de l'Eglise sur le secteur économique. En juin 1950, la revue *Cité libre* devient l'organe d'une classe montante d'intellectuels et dont la plupart des collaborateurs, notamment Pierre Trudeau, veulent remplacer le nationalisme introverti qui imprègne toute la société québécoise par une conception ouverte de la nation fondée sur le fédéralisme, le pluralisme, la liberté individuelle et la primauté de la raison.

Ce formidable élan vers la libéralisation du Québec n'acquiert de véritables assises politiques que lorsque Jean Lesage remporte les élections du 22 juin 1960. Deux années plus tard, à l'élection de novembre 1962, Lesage et son équipe adoptent un nouveau projet politique basé sur une nouvelle forme de nationalisme parfaitement illustré par le slogan «*Maitres chez nous*». Chez nous est le territoire délimité par les frontières du Québec, ceux qui doivent en devenir maîtres sont les francophones de souche.

## Chantage pur et simple

Ce projet, qui d'un point de vue stratégique se traduit par la menace de sécession du Québec, se révèle une arme puissante que chaque gouvernement du Québec n'a pas hésité à brandir de 1962 jusqu'au référendum de 1995 mené sous l'égide du premier ministre d'alors: Jacques Parizeau. Ce même Parizeau vantait déjà en 1968 les mérites de cette stratégie tout en reconnaissant qu'il s'agissait d'un chantage pur et simple. Admettant le fait que la majorité des Québécois étaient contre le séparatisme, il affirmait par contre, lors d'un congrès international tenu à Paris, que la stratégie visant la récupération des pouvoirs dans un domaine après un autre était invariablement gagnante «*même s'il est évident qu'à tirer une à une les plumes du poulet, il finira bien par être nu*». Le poulet en question était, bien entendu, le Canada.

Mais ce nouveau nationalisme ethno-territorial n'occu-

paît pas tout seul l'arène politique canadienne. Une équipe concurrente, dont Pierre Elliott Trudeau est la figure de proue, n'a pas tardé à se constituer. Dès les années 1950, Trudeau prônait le fédéralisme, le nationalisme civique et le renforcement du statut du français dans tout le pays, comme la voix de la raison et la solution aux problèmes des Canadiens français. C'est ainsi que la montée d'une nouvelle élite supplantant l'élite cléricale a donné naissance au Québec à deux projets politiques nourris par deux nationalismes. Le premier vise la fondation d'un nouvel Etat-nation qui fait coïncider les frontières de l'ethnie avec celle du territoire. Le deuxième, de nature civique, englobe tout le Canada et vise simultanément l'égalité des citoyens et l'adaptation de la fédération au fait français.

Ces deux nationalismes se heurtent de front au début des années quatre-vingt, d'abord en mai 1980, lors du référendum sur la «*souveraineté-association*» qui tente de camoufler le projet sécessionniste; ensuite en 1982, avec le rapatriement de la Constitution avec une Charte des droits et libertés. Il n'est pas étonnant que le Parti québécois ait refusé d'endosser cette réforme. Par contre, on comprend difficilement que le PLQ et la grande majorité des intellectuels québécois n'y aient vu et n'y voient encore que «*trahison*» et «*coup de force*». Après tout, le projet de création d'une «*nationalité canadienne*» transcendant les identités ethniques remonte aux origines de l'histoire du Canada français et il est défendu par Henri Bourassa, Wilfrid Laurier et Georges Étienne Cartier et tant d'autres encore. Il faut se rappeler également que le projet de rapatriement de la Constitution avait reçu son coup d'envoi dans le programme de 1960 du PLQ. De plus, il est indéniable qu'en l'enchantant dans la Constitution, cette réforme renforce le fait français partout au Canada. Finalement, comme le montrent presque tous les sondages, les Québécois sont généralement favorables à cette réforme et sont particulièrement attachés à la Charte canadienne.

## La fin d'un mythe

La victoire du nationalisme civique issu de Cité libre qui a mené à l'égalité des citoyens, l'égalité des deux langues officielles, et le «*French Power*» à Ottawa a mis fin au mythe du «*pacte entre deux peuples fondateurs*» qui nourrissait la dynamique politique déclenchée en 1962 avec le slogan «*Maitres chez nous*». Et c'est là que le bât blesse. Quelques années après leur défaite, les partisans d'un nationalisme ethno-territorial organisaient une contre-at-

taque, avec la complicité du gouvernement conservateur de Mulroney qui devait sa victoire à leur appui.

Ce gouvernement tenta à deux reprises d'obtenir pour le Québec le statut de «*société distincte*» qui aurait donné un deuxième souffle à la logique des «*deux peuples fondateurs*», d'abord avec «*l'Accord du lac Meech*», ensuite avec «*l'Entente de Charlottetown*». Entre-temps, à Québec, le gouvernement Bourassa ranimait les flammes du nationalisme ethno-territorial à sa manière. Dans un premier temps, avec le «*Rapport Allaire*». Dans un deuxième temps, avec la Commission Bélanger-Campeau qui déposa un rapport en automne 1990 exploitant au maximum la stratégie du «*couteau sur la gorge*»: ou bien le Canada présentait des «*offres acceptables*» au Québec, ou bien un référendum sur la sécession aurait lieu et, un an plus tard, jour pour jour, l'indépendance serait proclamée. L'Assemblée nationale adopta immédiatement une loi consacrant ce chantage sans précédent.

On sait aujourd'hui que les efforts conjugués des gouvernements de Mulroney et de Bourassa se soldèrent par le rejet de Meech et de Charlottetown. Le couteau s'est retourné contre les assaillants puisque ces échecs ont, d'une part, renforcé et consacré la victoire du nationalisme civique pan canadien instauré en 1982 et, d'autre part, marqué la fin de l'ère du «*poulet à plumer*» enclenchée par Lesage en 1962. (...)

Même Reed Scowen, dans son dernier livre, *Le temps des adieux*, montre bien que l'ère du «*couteau sur la gorge*», du poulet à plumer ou de la vache à traire est révolue. Il soutient que les Québécois ne pourront jamais s'entendre avec les autres Canadiens parce que leur nationalisme ethnique est diamétralement opposé à leur nationalisme civique. Et c'est là qu'il se trompe: ces nationalismes sont tous les deux québécois.

D'ailleurs, s'il est vrai que le Canada actuel est doté d'une Constitution libérale fondée sur un nationalisme civique, il est également vrai que même au Québec le nationalisme ethnique n'a plus le vent dans les voiles. La grande majorité des intellectuels québécois préconisent un nationalisme civique, pluraliste et libéral. Une question reste cependant sans réponse: à l'aube de l'an 2000, les Québécois veulent-ils continuer à bâtir un nationalisme civique au sein du Canada ou veulent-ils prendre le risque de le bâtir dans un Etat indépendant? Le vrai défi consistera à trouver le courage de choisir sans ambiguïté une voie ou l'autre. Le mythe du «*fédéralisme renouvelé*» est mort.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Louis Lapierre (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Jean Chartier (vie urbaine), Yves d'Avignon (sports); Paule des Rivières (éducation), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Judith Lachapelle, Louise LeDuc, Kathleen Lévesque (actualités politiques municipales), Caroline Montpetit, Isabelle Paré (santé), Jean Pichette (justice); Odile Tremblay (Horizons); Michel Garneau (caricatures); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographies); à l'information culturelle: Michel Belair (responsable), Stéphane Baillargeon (théâtre, danse), Paul Cauchon (médias), Marie-Andrée Chouinard (livres et politiques culturelles), Brian Myles (cinéma); Jean-Pierre Legault, Clément Trudel (musique); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Benoît Munger, François Normand, Serge Truffaut, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jocelyn Coulon (adjoint au directeur de l'information), Guy Taillefer (journalisme), Claude Lévesque; à l'information politique: Pierre O'Neill, Hélène Bazzetti, Manon Cornélius (correspondants parlementaire à Ottawa), Mario Cloutier et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec); Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Julie Tremblay, Marie-Claude Petit (commissaires); à la documentation: Gilles Paré (directeur), Claire Paquet, Brigitte Arsenault, Manon Héroux, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Martine Dubé (directrice), Daniel Barbeau (directeur adjoint), Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslaina Côté, Marlène Côté, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Chantal Rainville, Micheline Ruelland, Sébastien Saint-Hilaire (publicitaires); Manon Blanchette-Turcotte, Geneviève Landry, Sylvie Laporte, Micheline Turgeon; Martine Bérubé (secrétaire); LA PRODUCTION Christian Goulet (responsable de la production), Claudine Bédard, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Marie-Josée Hudon, Sébastien Vallée, Christian Vien, Olivier Zuida. PROMOTION ET TIRAGE Martine Aubin (directrice), Johanne Brien (responsable à la clientèle), Hélène Gervais, Evelyne Labonté (responsable à la promotion des abonnements), Monique LHeureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Jeanne-Arc Houde (secrétaire à la direction); Céline Furoy, Patrick Inkel (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Beliveau (secrétaire administrative), Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

## LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

## À deux pas du Timor

PRESSE CANADIENNE

Brisbane, Australie — Les troupes canadiennes sont arrivées dans le nord de l'Australie, hier, pour commencer leur entraînement en vue de leur mission au Timor-Oriental. Environ 250 soldats du Royal 22<sup>e</sup> Régiment de la base de Valcartier se sont installés à Townsville, environ 1600 kilomètres au nord de Sydney, hier matin, a expliqué le lieutenant-commander Chris Henderson, des quartiers généraux des Forces canadiennes à Darwin.

Leur arrivée survient moins de 24 heures après l'affrontement le plus meurtrier entre les miliciens pro-Indonésiens et les troupes internationales au Timor-Oriental depuis le début de la mission militaire menée par l'Australie, le 20 septembre dernier. Les troupes australiennes ont tué trois miliciens par balles lors d'une bataille dans l'ouest de la province indonésienne samedi dernier, selon des fonctionnaires. Trois autres miliciens ont été blessés au cours de l'incident, près du village Marko, à quelque 25 kilomètres de la frontière du Timor-Occidental, a précisé le colonel Mark Kelly, chef du personnel de la force internationale.

Selon M. Kelly, les troupes australiennes n'ont pas été blessées. M. Henderson croit que la majorité des soldats canadiens ne sont pas encore au courant des plus récentes montées de violence dans les affrontements. «*Mais ils savent quelles sont les menaces et ils sont adéquatement équipés pour y faire face*», a-t-il expliqué.

Le contingent canadien commencera à s'entraîner cette semaine, avec des soldats néo-zélandais et à s'adapter au climat. À cette époque de l'année, l'hémisphère sud de l'Australie est au printemps et les températures de jour peuvent y atteindre 30 degrés Celsius. Selon le capitaine Roger Girouard, commandant du contingent canadien, les Canadiens devraient être envoyés dans le sud-ouest du Timor-Oriental, où a eu lieu récemment une escarmouche.

## CRISE

SUITE DE LA PAGE 1

Le président du Conseil du trésor, Jacques Léonard, devrait aller de l'avant avec sa réforme du cadre de gestion gouvernemental. Quant à lui, le ministre Paul Bégin serait prêt à déposer un projet de loi sur la qualité de l'environnement. Le projet de loi sur la forêt du ministre des Ressources naturelles Jacques Brassard pourrait être déposé avant Noël, mais d'importantes consultations, nourries par les inquiétudes soulevées par le film de Richard Desjardins *L'Erreur boréale*, devront avoir lieu avant l'adoption.

Les importants dossiers de la ministre de l'Emploi et du Travail Diane Lemieux, Code du travail et clauses discriminatoires, profiteront de nouvelles consultations avant de connaître une conclusion, probablement au printemps. Lors de la reprise de la commission parlementaire sur la place de la religion à l'école, le ministre François Legault a averti les impatients: «*Il ne faudrait pas penser avoir un projet de loi cet automne*». Ces travaux se poursuivront à la fin du mois. Et entre les deux sessions parlementaires en février, M. Legault devra surtout faire du Sommet de la jeunesse une réussite indispensable pour l'image de son gouvernement.

Bref, les ministres péquistes prennent le temps qu'ils estiment nécessaire pour peaufiner des réformes à venir et consolider celles déjà mises en place, quitte à les remettre carrément à plus tard. Reste à savoir s'il s'agit là de la bonne stratégie pour un parti qui aspire à réunir les conditions d'un référendum gagnant. Un sondage publié dans *The Gazette* vendredi affirme que 63 % des Québécois préféreraient rester au Canada plutôt que de voter en faveur de la souveraineté. Plus de la moitié des répondants pensent d'ailleurs que le gouvernement est sur la mauvaise route dans sa gestion des affaires de l'État en ce moment. M. Bouchard manquera-t-il de temps pour renverser la tendance? Tout est dans la crise... et sa résolution!



S.V.P. Assurez-vous de recycler ce papier journal.

## LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

## Comment nous joindre?

## La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courriel [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)

## L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346  
Par télécopieur (514) 985-3390

## La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

## Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Erroi de publication — Enregistrement n° 9858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

## GM et les TCA encore loin d'une entente

Toronto (PC) — À deux jours de l'heure limite pour le déclenchement d'une grève, fixée à minuit mardi soir par les Travailleurs canadiens de l'automobile, le syndicat et la direction de General Motors du Canada étaient encore loin d'une entente, hier, concernant la question cruciale de l'impartition.

Selon le président des TCA, Buzz Hargrove, les négociateurs de GM avaient quelque peu assoupli leur position, hier, quant au recours à la sous-traitance, ce qui se traduirait maintenant par la perte de 700 emplois au pays, plutôt que 1000 lors de la proposition précédente de l'employeur. Ces 700 emplois perdus toucheraient les usines de Boisbriand, en banlieue nord de Montréal, ainsi que d'Oshawa et de St. Catharines, en Ontario. «*Nous ne voulons pas bouger sur la question de l'impartition*», a dit M. Hargrove lors

d'un point de presse, hier en fin d'après-midi. *Quelque 1500 travailleurs de GM au Canada sont présentement sur les listes de mises à pied. Dans ce contexte, nous ne voulons pas d'impartition. S'ils ne changent pas d'avis, il y aura grève.*

M. Hargrove a d'ailleurs accusé la direction de GM du Canada de faire preuve d'*«insensibilité»* à l'égard des travailleurs de Boisbriand, en voulant leur imposer d'autres réductions d'effectifs, alors que la liste des employés mis à pied comprend déjà 465 noms et que l'incertitude règne sur l'avenir de cette usine.

Comme l'a dit en entrevue le directeur québécois des TCA, Luc Desnoyers, «*ce n'est pas le moment de faire ce genre de choses*» à l'usine de Boisbriand. Il a rappelé que le nombre d'employés syndiqués de GM du Canada au cours des cinq dernières années était passé de 35 000 à 21 000.

«*On dit, ça suffit*», a déclaré M. Desnoyers.

Quant à l'avenir de l'usine de Boisbriand, M. Hargrove a dit que la position de GM demeurerait inchangée malgré tous les arguments en faveur de l'octroi d'un nouveau modèle en remplacement des Camaro et Firebird, dont la production doit cesser en 2002.

«*Cette usine offre la meilleure qualité, la meilleure productivité, les coûts de production sont incroyablement avantageux, le gouvernement offre toute son aide et il y a de la stabilité*», a dit M. Hargrove. *Nous leur avons offert le concept de production modulaire, qui est si populaire auprès des constructeurs automobiles du monde entier. Ils nous répondent qu'ils n'ont pas de nouveau modèle (de voitures). Même si nous leur accordions le concept modulaire et le salaire minimum, leur position demeurerait la même.*

## INDONÉSIE

Djakarta au référendum d'autodétermination de l'ONU au Timor oriental où un mois après l'arrivée des troupes internationales, la capitale dévastée de l'ex-colonie portugaise, retrouve peu à peu un semblant de normalité.

## Plus jamais la même

Mais cette ville autrefois tranquille aux immeubles coloniaux blancs face à la mer, ne sera plus jamais la même. Rue après rue, les mêmes décombres d'immeubles éventrés, calcinés, les mêmes boutiques entièrement pillées ou détruites, constituent désormais le décor de cette ville presque entièrement rasée.

La population est-timoraise n'en cherche pas moins à reprendre possession de sa ville, malgré toutes les souffrances endurées au cours des dernières semaines. Les milices pro-indonésiennes qui se sont déchaînées peu après l'annonce du résultat d'un scrutin d'auto-détermination, ont systématiquement pillé, incendié, rasé ou détruit le moindre bâtiment public ou privé.

Le Timor oriental avait massivement voté le 30 août dernier en faveur de son indépendance. Une ville-champignon faite d'abris édifiés à la hâte a fait son apparition sur le front de mer et une vaste opération de nettoyage de la ville est en cours. La prudence reste toutefois de mise. Le général australien Peter Cosgrove reconnaît que des centaines de miliciens sont encore actifs sur tout le territoire, même s'ils se montrent beaucoup plus discrets à Dili. Tout n'est pas encore parfait.

Les contacts avec le monde extérieur sont encore presque impossibles faute de téléphone. Mais l'eau est distribuée grâce à des réservoirs, l'électricité fonctionne de manière sporadique et les vivres refont leur apparition sur les étals de la vil-

Le Les premiers véhicules, autos et motos, ont recommencé à circuler, y compris des taxis mis en circulation à la hâte par les plus entrepreneurs, désireux de profiter de la présence de nombreux journalistes. Bière et cigarettes sont en vente dans les rues de Dili mais à des prix exorbitants.

Des rations de l'armée cèdent peu à peu la place à des fruits et légumes sur le marché de la ville.

Un Australien ingénieur a acheminé à Dili un énorme réfrigérateur et ouvert un petit bar près de la plage où la plupart des journalistes étrangers et des personnels des organisations d'aide humanitaire sont logés. Le soir, on y mange de la pizza sortie du four à micro-ondes.

La population a repris possession de la rue où elle débale désormais sans crainte, mais les organisations d'aide humanitaire se méfient des apparences. «*Ne vous trompez pas, il y en a des milliers en dehors [de la ville] trop effrayés pour revenir*», déclare Wayne Ulrich, chef de la mission à Dili de Médecins sans Frontières (MSF).

Filomena dos Reis est de ceux qui ont osé revenir après des jours passés à se cacher dans les montagnes avoisinantes. Elle est rentrée à Dili la semaine dernière et vit dans un abri de fortune près du stade de la ville.

Elle a déjà pris en main une soixantaine d'enfants qui s'affairent chaque jour à nettoyer la ville. «*Nous avons une ville détreuite et nous voulons la nettoyer*», affirme-t-elle.

Filomena Dos Reis estime que ses compatriotes se sentent désormais davantage en sécurité mais qu'ils sont encore nombreux à être effrayés par la présence possible de miliciens en ville. «*Ils sont pleins d'espoir, ils avancent vers leur avenir, je pense que c'est ça qui leur donne du courage*», estime de son côté un bénévole d'une organisation d'aide humanitaire.

## PARTI

SUITE DE LA PAGE 1

tion. À son avis, les trois partis politiques québécois, le PQ, l'ADQ et le PLQ, exploitent tout le nationalisme.

Un peu plus loin, il écrit: «*C'est sûr qu'il y a des fédéralistes au Québec. Mais, malheureusement, il n'y a pas au Québec de force fédéraliste dans laquelle ils peuvent s'épanouir. Ainsi, lors des scrutins, ils vont voter par dépit, pour le moins pire, et non par conviction.*»

Sur la base de ce postulat, il lui paraît évident que les fédéralistes sont des peureux, qu'ils ont toujours eu peur au Québec, qu'ils s'abritent derrière le mur du silence pour ne pas perdre leur argent. Et que depuis 30 ans, nous vivons dans la peur et la haine de l'autre, dans la stagnation du nationalisme stérile, et que le temps du changement est arrivé pour sonner le glas de nos vaines querelles, afin d'entrer dans le troisième millénaire avec un air nouveau.

À ceux qui lui reprocheront de diviser les forces fédéralistes, Guy Bertrand réplique qu'il y a, au contraire, des forces nationalistes et des faiblesses fédéralistes. Et que ne rien faire contribuerait à multiplier ces faiblesses, alors qu'il faut libérer toutes les forces prisonnières du nationalisme depuis 30 ans, en leur offrant un lieu propice à l'expression. Aux autres qui prétendent qu'il serait plus simple et moins périlleux de changer la culture politique du PLQ, il répond qu'il a cru cette théorie lui aussi un long moment avant de se rendre à l'évidence que le PLQ est tellement ancré dans le nationalisme qu'il en est «*indécrottable*» et que sa croyance s'est avérée illusoire.

Mais peut-être que ça prendra trop de temps pour que cette nouvelle synergie politique puisse se tailler une place au soleil? À cet égard, M<sup>r</sup> Bertrand rappelle que les choses évoluent parfois rapidement en politique et qu'il a fallu bien peu de temps au Parti québécois et au Bloc québécois pour s'imposer sur l'échiquier politique. Tout comme la disparition du PQ et l'affaiblissement du Parti conservateur ont pris seulement quelques mois à se concrétiser.

Dans ce document de réflexion, le président des «Citoyens de la Nation» explique pourquoi il lui paraît urgent de débattre de la création d'un nouveau parti politique. De la quinzaine de motifs qu'il met en avant, nous retenons les plus significatifs:

■ Le Parti québécois et le Parti libéral du Québec sont les deux faces de la même médaille nationaliste. À la grande joie du PQ, le PLQ a expulsé le drapeau du Canada de l'Assemblée nationale du Québec. Et pas plus que le PQ, le PLQ ne chante ni ne fait exécuter l'hymne national du Canada. Le mot «*Canada*» lui-même a été expurgé du vocabulaire des Québécois.

■ Le Parti québécois rivalise avec le PLQ dans ses attaques contre Ottawa et les défenseurs de l'union canadienne. Le PLQ, comme le PQ, a rejeté les bourses du millénaire et l'union sociale. Le PLQ, comme le PQ, a refusé de reconnaître la constitution canadienne et d'adopter la version française des textes constitutionnels du Canada depuis 1867.

■ Le PLQ, comme le PQ, a dénoncé le renvoi portant sécession du Québec devant la Cour suprême. Le PLQ a promulgué la loi 150 établissant la démarche et les modalités d'accès à la souveraineté. Bien avant la loi 101, c'est le PLQ qui a proclamé le français seule langue officielle.

■ Les nationalistes ont réussi à réaliser leur plan B, qui visait à sortir le Canada du Québec; ils ont réussi à évacuer du Québec les symboles du Canada (drapeau, hymne national et autres).

■ Ils ont réussi à imposer la dichotomie Québec/Canada et faire en sorte qu'un Canadien ou un fédéraliste déclaré est considéré comme un ennemi du Québec aux yeux d'un nationaliste.

■ À la religion catholique, mise en cause pour son abus de pouvoir temporel, a succédé la religion nationaliste, devenue religion d'État, hors de laquelle l'apostat est frappé d'anathème par les gourous du nationalisme. Gourous que l'on retrouve principalement chez les artistes, les syndicalistes, les journalistes, les universitaires, les éditorialistes et les étudiants.

Un nouveau parti politique ne pourrait-il pas nous sortir de là? À la question qu'il pose, Guy Bertrand répond en guise de conclusion: «*En tout cas, il est indispensable qu'on fasse un vrai débat*». Le mouvement «Citoyens de la Nation» regroupe 10 000 membres, dont 4000 membres permanents et 6000 membres affiliés. Il est représenté dans les 75 circonscriptions fédérales du Québec. Une structure qui pourrait servir de base à la formation d'une nouvelle formation politique. Qui en serait le chef? M<sup>r</sup> Bertrand n'en dit pas mot.

## SARCOPHAGES

«*Nous n'avons pas suffisamment de preuves pour tenter une poursuite contre l'importateur*»

SUITE DE LA PAGE 1

démontrer que les biens avaient été pillés au Proche-Orient et introduits en fraude au pays. L'Égypte a tenté de faire reconnaître ses droits de propriété sur les antiquités en vertu de la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriétés illicites des biens culturels, adoptée en 1970 par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture. Le Canada a signé la convention en 1978.

Au pays, l'application du traité international est confiée au ministère du Patrimoine canadien, qui s'acquitte de cette tâche par le truchement de la Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels.

«*Nous n'avons pas suffisamment de preuves pour tenter une poursuite contre l'importateur*», a déclaré Carol Burnett, du ministère du Patrimoine canadien, à la mi-juin. Mme Burnett a d'ailleurs commencé par nier la responsabilité de son ministère dans ce dossier, rejetant la faute sur le service des douanes. Là, un enquêteur désirant lui aussi conserver l'anonymat a au contraire imputé la décision gouvernementale aux seuls fonctionnaires du ministère de Sheila Coppins.

Les fonctionnaires canadiens refusent de révéler les détails de cette affaire. Le ministère du Patrimoine n'a divulgué aucun document à la suite d'une demande formulée en vertu de la loi fédérale sur l'accès à l'information. Une plainte a été déposée au Commissariat à l'information du Canada à la fin août. Même le consulat et l'ambassade d'Égypte refusent de commenter ce dossier, demandant plutôt que les réponses soient fournies par le gouvernement canadien.

Il a au moins été possible d'apprendre qu'un égyptologue réputé, le docteur M. Saleh, a été appelé en renfort scientifique par l'ambassade de la République d'Égypte à Ottawa, en septembre dernier. Le docteur Saleh dirigeait alors le Musée égyptien du Caire. Il s'agit d'un des derniers dossiers internationaux à avoir occupé l'égyptologue, qui a pris sa retraite au début de l'année.

Au Canada, le savant a notamment tenté de convaincre le «propriétaire» actuel de restituer les trésors patrimoniaux à leur pays d'origine. En fait, les pourparlers impliquaient les avocats des deux parties et le docteur Saleh n'a donc jamais rencontré l'importateur canadien. Le spécialiste-conseil a examiné les deux sarcophages, en septembre dernier, dans un entrepôt de la région d'Ottawa où les services douaniers conservent les objets saisis.

Les deux petits coffres, d'environ 50 cm de longueur, sont faits de bois et ne renferment aucun reste humain. «*Il s'agit de sarcophages symboliques*», précise le docteur Saleh. Dans l'un d'eux, l'égyptologue a même pu identifier une statuette du dieu égyptien Osiris. La divinité anthropomorphe est toujours représentée sous l'aspect d'une momie, les bras croisés sur la poitrine, tenant en main un sceptre et un fouet. Osiris était le dieu du recommencement par excellence (il contrôlait les forces des végétaux, du Nil, de la lune...) et le dieu des morts, garant de la survie humaine dans le monde souterrain. Divinité la plus populaire et la plus adorée de l'Égypte pharaonique, son culte s'est étendu jusqu'en Grèce, jusqu'à Rome même, où Caligula lui consacra officiellement un temple, sur le Capitole, en 69.

Le docteur Saleh pense d'ailleurs que les deux sarcophages datent probablement de l'Égypte romaine. Des hiéroglyphes apparaissant sur un des deux coffres de bois révéleraient le nom de son propriétaire original. Ces détails et d'autres encore font croire au spécialiste que les

précieux objets ont été trouvés dans la partie occidentale du désert égyptien. «*Ils ont été détournés illégalement par des pilliers puis exportés illégalement du pays*», a déclaré l'égyptologue lors d'un court entretien téléphonique accordé en juin dernier de sa résidence du Caire.

Un de ses collègues a également été appelé à témoigner au Canada. Le directeur de la retraite agit maintenant comme consultant pour un autre grand musée égyptien. Il explique que les expertises en pays étrangers sont plutôt rares et qu'il a le plus souvent été appelé à expertiser des œuvres et des objets en Égypte même. «*Mais ce dossier canadien est clos. Je pense que les négociations ont échoué.*»

Les momies ont été «libérées» le 17 mai dernier par les services douaniers de Revenue Canada. Elles ont alors été remises à l'importateur. Mais comme le dossier demeure secret, il est impossible de savoir pourquoi ces sarcophages ont été importés ici. Leur «propriétaire» voulait-il les introduire en douane aux États-Unis pour les revendre? Est-il lui-même collectionneur d'antiquités égyptiennes?

Quoi qu'il en soit, l'Égypte n'a pas cessé ses revendications. Le 23 août dernier, le ministre Lloyd Axworthy des Affaires étrangères a même rencontré l'ambassadeur d'Égypte pour discuter du litige. L'ambassadeur aurait notamment rappelé les obligations du Canada en vertu de la Convention de l'UNESCO de 1970.

Les lois canadiennes et québécoises ne protègent à peu près pas contre le recel des biens culturels. Le Code civil légalise même, au bout de trois ans, le recel effectué «*de bonne foi*». La convention de l'UNESCO est également pleine de trous et n'est toujours pas ratifiée par certains grands pays «importateurs» d'objet d'art, dont le Japon et plusieurs pays d'Europe.

Au milieu de la décennie, un nouveau traité a d'ailleurs été défini sous l'égide de l'Institut international pour l'unification du droit privé (Unidroit) pour tenter de protéger davantage les pays «exportateurs». La convention d'Unidroit sur les biens culturels volés ou illicitement exportés oblige les acheteurs à retourner les biens à leur propriétaire même s'ils ont été acquis de bonne foi. Elle force également les acquéreurs, dont les maisons d'encans, à multiplier les vérifications de dédommagement en cas de restitution. L'idée originelle de pouvoir déposer des demandes de restitutions rétroactives (pour des biens volés avant la signature du traité, par exemple) a toutefois été abandonnée. La moitié des collections des musées du monde auraient pu retourner sur leur site d'origine...

Ce volet culturel et patrimonial d'Unidroit est ouvert à la signature depuis une réunion tenue à Rome en 1995. Jusqu'à maintenant, 22 pays ont signé la convention, dont la France, la Suisse et l'Italie, mais seuls huit États l'ont ratifiée. Une coalition de marchands d'art, de collectionneurs et de musées américains a convaincu Washington de ne pas signer le traité, jugé trop favorable aux pays «fournisseurs».

Tout laisse croire que cette nouvelle Convention sur le transfert de biens culturels aurait permis à l'Égypte de mieux faire valoir sa volonté de rapatrier les deux sarcophages. «*Le Canada est toujours intéressé à ratifier la convention Unidroit*», expliquait, le jeudi 2 septembre, François Lassalle, porte-parole du ministère des Affaires étrangères. «*L'intérêt du Canada a été prouvé lors des longues négociations qui ont conduit à la rédaction du traité. Son adoption est toujours à l'étude à cause des incidences sur beaucoup de structures, de règles et de normes*». Cependant, aucune date n'a été fixée pour l'adoption de la convention par Ottawa.

## L'Égypte n'a pas

cessé ses

## revendications.

Le 23 août

dernier,

## le ministre Lloyd

Axworthy

## des Affaires

## étrangères a

## même rencontré

## l'ambassadeur

## d'Égypte pour

## discuter du litige.

## L'ambassadeur

## aurait notamment

## rappelé

## les obligations du

## Canada en vertu

## de la Convention

## de l'UNESCO

## de 1970.